



Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

**Direction des bibliothèques
et de l'information scientifique et technique**

Rapport d'activité 2011



Sommaire

TABLEAU DE BORD DBIST 2011	4
-----------------------------------	----------

LE MOT DU DIRECTEUR	6
----------------------------	----------

I PILOTAGE

1. POLITIQUE DOCUMENTAIRE	8
----------------------------------	----------

1.1 FORMALISATION	8
1.2 CARTE DOCUMENTAIRE	9
1.2.1 RECENSEMENT ET LOCALISATION DES COLLECTIONS	10
1.2.2 STRUCTURE DES DEPENSES	12
1.2.3 ENVIRONNEMENT DOCUMENTAIRE	12

2 RESSOURCES HUMAINES	13
------------------------------	-----------

2.1 EFFECTIFS	13
2.2 VENTILATION DES EFFECTIFS	14
2.3 BILAN SOCIAL	16
2.3.1 ABSENCES	16
2.3.2 STRUCTURE DES EFFECTIFS	17
2.4 ORGANISATION DU SERVICE	18
2.5 GESTION DES EMPLOIS	19
2.6 FORMATION PROFESSIONNELLE	21
2.6.1 STATISTIQUES 2011	21
2.6.2 PLAN DE FORMATION 2011-2012	23
2.6.3 VEILLE PROFESSIONNELLE	23
2.6.4 ACCUEIL DE STAGIAIRES	24
2.7 GESTION DES CARRIERES	24
2.7.1 PREPARATIONS AUX CONCOURS	24
2.7.2 TITULARISATIONS, REUSSITES AUX CONCOURS	25
2.7.3 CAMPAGNE D'EVALUATION ANNUELLE	25
2.7.4 PROMOTIONS, REDUCTIONS D'ANCIENNETE	25
2.8 CONDUITE DU CHANGEMENT	26
2.9 HYGIENE ET SECURITE	29

3 RESSOURCES FINANCIERES	30
---------------------------------	-----------

3.1 COMPTE FINANCIER	30
3.2 STRUCTURE DES DEPENSES	31
3.3 MARCHES PUBLICS	32

4 INFRASTRUCTURE IMMOBILIERE	33
-------------------------------------	-----------

4.1 SURFACES, LOCAUX, PLACES ASSISES	33
4.2 PROJETS IMMOBILIERS	34
4.3 RESTRUCTURATION DE LA MAINTENANCE IMMOBILIERE	36

5 CONTRAT QUINQUENNAL 2010-2014	37
--	-----------

II RESULTATS

1	MISSIONS DU SCD	39
2	ACQUERIR ET GERER	41
2.1	DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS	41
2.1.1	ACQUISITIONS PAR DON OU GRATUITS	41
2.1.2	ACQUISITIONS A TITRE ONEREUX	42
2.1.2.1	Structure des dépenses d'acquisition	42
2.1.2.2	Acquisitions d'ouvrages imprimés	45
2.1.2.3	Acquisitions de revues imprimées	50
2.1.2.4	Acquisitions de documentation électronique	51
2.2	CONSERVATION	55
2.2.1	CONSERVATION PREVENTIVE	55
2.2.2	CONSERVATION CURATIVE	56
3	VALORISER	57
3.1	SOUTIEN A LA REUSSITE DES ETUDIANTS	57
3.1.1	INFRASTRUCTURES	57
3.1.1.1	Horaires d'ouverture	57
3.1.1.2	Parc informatique	58
3.1.1.3	Reprographie	58
3.1.1.4	Collections en libre-accès	59
3.1.2	POLITIQUE DE PRET	59
3.1.3	FORMATION ET CULTURE	60
3.1.3.1	Formation des usagers	60
3.1.3.2	Manifestations culturelles et scientifiques	62
3.2	ENVIRONNEMENT NUMERIQUE	65
3.2.1	CATALOGUE INFORMATISE	65
3.2.2	SITE WEB ET SID	66
3.2.3	NOUVEAUX SERVICES EN LIGNE	67
3.2.4	SERVICES NUMERIQUES A LA RECHERCHE	68
3.3	POLITIQUE DE COMMUNICATION	70
4	EVALUER	71
4.1	EVALUATION QUANTITATIVE	71
4.1.1	FREQUENTATION	71
4.1.2	COMMUNICATION DES DOCUMENTS	72
4.2	EVALUATION QUALITATIVE	75
	ANNEXE : ORGANIGRAMME DBIST 2011	76

Légende

- En bleu, les indicateurs du contrat quinquennal 2010 - 2014
- En rouge les performances de la DBIST situées en deçà du SCD moyen français, en vert celles situées au-delà ou équivalentes

TABLEAU DE BORD DBIST 2011

Indicateurs	DBIST 2009	DBIST 2010	DBIST 2011	DBIST 2012	DBIST 2013	Objectif 2013 ¹	France 2009 ²	Paris-IDF 2009 ²
Collections et pilotage documentaire								
% dépenses d'acquisition documentaire SCD / dépenses d'acquisition documentaire UVSQ	90	90	90				66,2	49,8
% documents établissement signalés dans le SUDoc	79	89	91				80	76
Catalogue commun PRES UniverSud-Paris	non	non	non			oui	Sans objet	Sans objet
% dépenses d'acquisition enseignement / recherche	43/57	47/53	46/54			50/50	40/60	32/68
Nombre d'ouvrages	172 773	189 500	205 651			231 000	325 569	369 021
Nombre d'ouvrages disponibles / étudiant	11,6	12,3	12,9				20,2	19,7
Nombre d'ouvrages acquis / étudiant ³	1	1,3	1,2			1	0,6	0,4
Coût unitaire d'un téléchargement ⁴ (en €)	1,91	1,41	0,74€				NC	NC

¹ Ou ratio communément admis.

² Établissement moyen français, d'après les derniers chiffres disponibles via l'application ASIBU (<http://www.sup.adc.education.fr/asibu/>).

³ Y compris dons et gratuits (acquisitions à titre gracieux).

⁴ Bases de données en ligne ou revues électroniques (pour ces dernières : coût consolidé).

Indicateurs	DBIST 2009	DBIST 2010	DBIST 2011	DBIST 2012	DBIST 2013	Objectif 2013 ⁵	France 2009 ⁶	Paris-IDF 2009 ⁶
-------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	-------------------------------	-----------------------------	--------------------------------

Infrastructures et moyens								
Amplitude d'ouverture hebdomadaire moyenne ⁷	58h53	59h48	61h08			65h00	55h27	52h53
M ² SHON ⁸ / étudiant	0,63	0,59	0,57			1	0,59	0,36
Etudiants / 1 poste informatique	122	133	135			100	168	284
Personnel : ETP ⁹ / 1 000 étudiants	3,6	3,4	3,2			5	4	4,1
Dépenses documentaires ¹⁰ / étudiant (en €)	77,63	88,54	82,38				52,71	41,65

Publics et services								
Learning centres à Guyancourt et Versailles	non	non	non			oui	Sans objet	Sans objet
Etudiants formés à la maîtrise de l'information / 1 000	178	136	146				110	44
% des collections d'ouvrages en libre accès	94	91	72				37	29
Entrées / étudiant	37,3	38	41,8				29,9	21,3
% étudiants emprunteurs / effectif étudiant total	64	60	58				NC	NC
Prêts / étudiant emprunteur	10,3	10,6	10				NC	NC
Nombre de téléchargements documentation électronique ¹¹	193 656	318 968	551 620				313 991	343 223
% du budget du SCD consacré aux manifestations scientifiques et culturelles	0,4	0,6	NC			1	NC	NC

⁵ Ou ratio communément admis.

⁶ Établissement moyen français, d'après les derniers chiffres disponibles via l'application ASIBU (<http://www.sup.adc.education.fr/asibu/>).

⁷ Tous sites de la DBIST, pondéré du taux de fréquentation de chaque site.

⁸ Surface hors œuvre nette.

⁹ Equivalent temps plein.

¹⁰ = dépenses d'acquisition + dépenses de conservation.

¹¹ Bases de données en ligne et revues électroniques, à l'exclusion des ebooks et des documents numérisés par la bibliothèque.

LE MOT DU DIRECTEUR

2011 aura été une année tout en contrastes pour le service documentaire de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ), dont la nouvelle appellation (Direction des Bibliothèques et de l'Information scientifique et technique – DBIST) entend mieux rendre compte du champ très étendu des missions (qui couvrent aussi bien la formation, initiale et continue, que la recherche).

Côté satisfactions, 2011 a manifesté pour la troisième année consécutive le volontarisme politique de l'établissement dans le domaine documentaire : avec 1,2 ouvrage acquis par étudiant, l'université fait deux fois mieux que la moyenne nationale, afin de se mettre en position de rattraper son retard (l'UVSQ est l'université française disposant du plus faible nombre d'ouvrages par étudiant) et d'atteindre l'objectif quinquennal fixé par le Ministère d'une augmentation de 33% de ses collections de livres, qu'ils soient physiques ou numériques. Cet effort (à saluer ...et à poursuivre) aura permis cette année encore d'approcher un équilibre entre dépenses consacrées à l'enseignement, et acquisitions destinées à la recherche, qui constitue l'un des objectifs phares de la politique conduite par la DBIST.

2011 aura par ailleurs permis au service de redynamiser sa politique de communication à destination de ses différents publics : refonte de l'ensemble des supports de communication imprimés, sous une charte graphique homogène, lancement de pages Facebook pour l'ensemble des sites de la DBIST, animées, après formation, par tous les personnels volontaires, plutôt que par un ou deux *community managers* — choix managérial fort et original, qui participe d'une politique affirmée de conduite du changement et d'accompagnement dans l'évolution des métiers. Dans ce dernier domaine, 2011 marque aussi l'ouverture d'un chantier pluriannuel très ambitieux, visant à restructurer en profondeur les tâches confiées à chaque catégorie d'agent (en s'appuyant sur l'automatisation des opérations de prêt-retour de documents grâce à la technologie RFID, dévolution de l'exemplarisation et de la localisation des collections aux agents de catégorie C, des acquisitions aux agents de catégorie B, ce afin de dégager davantage de temps de médiation à forte valeur ajoutée pour les agents de catégorie A, et leur permettre de mieux piloter et gérer la structure — bien manager prend du temps).

Enfin l'on a poursuivi en 2011 la mise en œuvre du plan d'action qualité initié en 2009, selon une démarche itérative d'amélioration continue : 2012 sera à cet égard l'occasion de mesurer le chemin parcouru, et de lancer les nouveaux chantiers nécessaires.

Côté déceptions, 2011 aura été assombrie par le retard pris par le projet de construction de nouvelle bibliothèque des sciences sur le site de Versailles, du fait des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de trois lots du chantier (métallerie, bardages extérieurs et chaufferie géothermique). A l'heure où sont écrites ces lignes, une livraison du bâtiment dans les nouveaux délais fixés aux entreprises (fin mars 2012) semble très improbable, et l'on s'achemine plus vraisemblablement vers une ouverture au public à la rentrée universitaire 2012 — du moins l'espère-t-on. Dans ces mois difficiles, le soutien et le volontarisme du Conseil régional d'Ile-de-France, maître d'ouvrage et financeur unique du projet, ainsi que le professionnalisme de l'atelier d'architecture Badia-Berger auront incontestablement fait la différence, et évité au projet de s'enliser. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés, ainsi que la Direction du Patrimoine et de l'Environnement de l'UVSQ, pour son travail et son action remarquables.

Aussi remarquables que l'investissement et le sens du public des équipes de la DBIST, qui ont une fois de plus en 2011 fourni le meilleur d'elles-mêmes.

Je suis un directeur qui a beaucoup de chance. Merci à toutes et tous, infiniment.

Christophe Pérales
Conservateur général

I PILOTAGE

1. POLITIQUE DOCUMENTAIRE

1.1 FORMALISATION

Conformément aux engagements pris dans le cadre du contrat quadriennal 2006-2009, la Direction des bibliothèques et de l'information scientifique et technique (DBIST) de l'UVSQ¹² a entrepris un important travail de formalisation de sa politique documentaire, à travers l'élaboration de deux documents :

- un **Plan de développement des collections (PDC)** ;
- une Charte des collections.

Le premier de ces documents, à usage professionnel, a pour objectif d'articuler besoins académiques et moyens financiers afin d'aboutir à une programmation pluriannuelle de développement de développement des collections entendues comme des ensembles intellectuellement cohérents : il n'est jamais inutile de rappeler que pour ce qui est des acquisitions, la mission des SCD n'est pas d'acheter des documents, mais de constituer des collections.

Outil d'aide au pilotage et à la décision fixant des priorités claires, la première mouture du PDC, en 2008, a donné lieu à un important travail, impossible à reconduire annuellement, d'où la décision d'une révision bisannuelle seulement, du moins jusqu'à ce que le calcul des principaux indicateurs retenus puisse faire l'objet d'une production automatisée : ainsi, en 2010, l'ensemble des responsables de collection a travaillé à la mise à jour du PDC de l'établissement.

Ce travail s'est au total révélé encore plus chronophage que prévu, principalement du fait des limites fonctionnelles du module statistique d'Absys, le système intégré de gestion de bibliothèque (SIGB) du service. Il a été un temps envisagé de contourner ces limites par l'acquisition d'une surcouche logicielle Business Object adaptée à Absys, mais cette piste s'est révélée au final inutile. En effet, la version de Business Object qu'il aurait convenu d'installer pour mettre en œuvre cette solution n'est plus distribuée, et l'évolution de la surcouche logicielle d'Absys pour l'adapter aux versions de Business Object actuellement commercialisées n'est pas envisagée par le fournisseur de notre SIGB : par un courrier daté du 27 avril 2010, ce dernier informait l'ensemble de ses clients de l'arrêt, fin 2011, de la maintenance d'Absys.

Cette décision implique donc dans un délai désormais rapide et contraint l'acquisition d'un nouvel SIGB pour le service, projet certes programmé dans le cadre du contrat quadriennal 2010-2013, mais que l'on ne pensait pas devoir mettre en œuvre si rapidement : ce sera toutefois chose faite en 2012, grâce à un financement spécifique de l'université (d'ici là, la maintenance corrective d'Absys sera malgré tout assurée par GFI Progiciels, à titre exceptionnel).

A toutes choses malheur est bon : le déploiement du nouvel SIGB sera l'occasion de revoir en profondeur les modalités d'établissement et peut-être la structure du Plan de développement des collections (PDC) de l'établissement à l'horizon 2012, ou plus probablement désormais 2013.

Impliquant une rigueur accrue dans l'indexation, sous telle ou telle thématique, des documents acquis par le service, l'établissement du PDC de l'université a imposé le recours à un **Plan de cotation général**, reposant sur des cotes validées, et révisé annuellement, ainsi que la nécessité de reprendre l'ensemble de la cotation existante pour validation ou correction : cet énorme chantier, démarré en 2008, et qui a mobilisé l'ensemble des équipes de la DBIST (catégories A et B pour la conception du Plan, catégories B pour la recotation, catégories C pour le rééquipement des documents et leur éventuel reclassement en rayons) a été achevé en 2010.

¹² Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Enfin, parallèlement à l'élaboration du PDC, le conservateur responsable du pôle de la politique documentaire et la direction ont travaillé à l'établissement d'une **Charte des collections** : il s'agit d'un document en direction des usagers de la DBIST, explicitant les grands principes de la politique d'acquisition du service ainsi que ceux relatifs à la gestion des collections et à la politique de conservation mises en œuvre.

Une fois achevé, ce document a fait l'objet fin 2009 d'un vote du Conseil d'administration de l'établissement, et d'une diffusion sous forme imprimée et électronique en 2011 :



1.2 CARTE DOCUMENTAIRE

Le travail de formalisation évoqué ci-dessus a également nécessité très vite l'établissement de la **carte documentaire** de l'université : recensement et localisation des collections existantes, structure des dépenses, analyse des recoupements, situation des ressources documentaires de l'université dans l'environnement local.

Dans les conditions actuelles (absence d'outil de comptabilité analytique), il s'agit d'un travail long et laborieux : il faut relancer plusieurs fois les laboratoires, recouper leurs données avec celles issues du logiciel de gestion financière et comptable, celles des fournisseurs titulaires des marchés publics de l'établissement, etc.

Un tel chantier ne peut être reconduit annuellement, du moins en usant de la même méthodologie.

Il est pourtant indispensable : l'information scientifique et technique (IST) est chère à produire et à valoriser ; elle a en outre connu une très forte inflation de ses coûts depuis une quarantaine d'années (*serial pricing crisis*).

Dans ce contexte, la nécessité de la mutualisation, traditionnelle dans les services documentaires, doit être encore renforcée, afin de favoriser les économies d'échelle et d'éviter les redondances inutiles.

Cette obligation est à l'origine de la création des services communs documentaires des universités : leur rôle est de structurer la fonction documentaire des établissements, en agissant comme opérateurs de mutualisation vis-à-vis de l'ensemble des bibliothèques des EPSCP¹³, qu'il s'agisse de bibliothèques intégrées ou associées¹⁴.

C'est pourquoi une réflexion est en cours, visant la mise en œuvre, dans les années qui viennent, d'une véritable comptabilité analytique, permettant de connaître avec précision les coûts de la documentation pour la recherche et l'enseignement, non au niveau de la seule DBIST, mais de l'université tout entière, sur la base d'extractions de données fiables, issues de manipulations aisées, en provenance de SIFac, le nouveau logiciel financier et comptable dont s'est doté l'établissement au 1^{er} janvier 2011.

1.2.1 RECENSEMENT ET LOCALISATION DES COLLECTIONS

Pour les raisons qui viennent d'être exposées, l'on s'est contenté en 2011 d'actualiser les données qui pouvaient facilement l'être, et de reconduire pour le reste les éléments d'information, de toute façon la plupart du temps approximatifs, déjà collectés.

Rappelons que l'essentiel de l'effort de recensement et de localisation porte sur les collections physiques. En effet, concernant le support numérique :

- la DBIST constitue depuis toujours l'opérateur unique de l'UVSQ : les coûts de la documentation en ligne, et le fait que sa consultation ne soit pas attachée à une localisation unique, ont très vite poussé à la mutualisation de ce type d'achat ;

- les acquisitions en IST sont réalisées par de grands opérateurs agissant pour de vastes communautés institutionnelles (Couperin-ABES, INIST-CNRS, AP-HP), et c'est à ce niveau que s'opère, en évitant toute redondance, l'articulation entre les différentes couvertures documentaires¹⁵ : afin de faciliter ce travail, Couperin, en partenariat avec l'ABES, a lancé un projet d'ERMS (*Electronic Resource Management System*) consorsial, auquel l'UVSQ a souscrit, et dont l'étude préalable a démarré en 2009. En juin 2011, l'inadéquation des offres reçues avec le cahier des charges du projet a conduit à renoncer à ce type d'outil, au profit du projet plus ambitieux et plus adapté, piloté par l'ABES, de SGBM (Système de gestion de bibliothèque mutualisé) de nouvelle génération.

Collections électroniques : répartition par type de document (en nb de titres)					
Ebooks	Revues	Documents numériques¹⁶	Cours en ligne	Thèses	Articles en OA¹⁷
6 537	22 023	2 505	NC	0	0

¹³ Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

¹⁴ Cette terminologie est celle du décret n° 2011-996 régissant les services communs documentaires : à l'UVSQ, les bibliothèques intégrées correspondent aux bibliothèques directement gérées par la DBIST, les bibliothèques associées, aux bibliothèques des laboratoires, lorsqu'ils en possèdent une.

¹⁵ Sous l'impulsion de l'ADBU, de l'AURA et de Couperin, une réflexion a été conduite en 2009 au niveau du MESR (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche), visant à substituer à cette logique de communautés institutionnelles peu efficiente une logique de communautés scientifiques, à travers l'instauration de licences nationales. L'idée a fait son chemin, et un projet dénommé ISTEEX a été déposé en 2011 dans le cadre des Investissements d'avenir.

¹⁶ Documents numériques : définition ESGBU (Enquête statistique générale sur les bibliothèques universitaires ; annuelle ; à l'initiative du MESR) = ebooks + documents numérisés sous forme physique – CD ROM, DVD-ROM. Les ebooks, compris dans la définition des documents numériques pour l'ESGBU, sont comptabilisés à part dans le présent rapport d'activité.

¹⁷ *Open access*.

Concernant les revues électroniques et bases de données en ligne auxquels l'UVSQ est abonnée, on en trouvera la liste détaillée *infra*, II, 2.1.2.4.

Collections physiques 2011 : répartition par type de document										
Bibliothèque	Ouvrages		Thèses (titres)		Périodiques		CD-Roms	Audiogrammes (cassettes audio)	Vidéogrammes	Cartes
	Titres	Volumes	Imprimées	Microformes	Vivants	Morts				
Guyancourt	105 628	152 990	852	58 608	515	24	1 162	3	11	264
Boulogne	4 233	6 432	0	0	41	2	94	0	1	0
Versailles	19 108	34 700	1 566	87 622	112	4	840	0	0	25
Mantes	3 242	3 965	0	0	46	2	116	0	0	0
Vélizy	2 932	3 404	0	0	45	2	174	7	0	0
Rambouillet	3 450	4 160	0	0	45	3	119	0	0	0
TOTAL DBIST	138 593	205 651	2 418	146 230	804	37	2 505	10	12	289
<i>Rappel 2010</i>	<i>124 273</i>	<i>189 500</i>	<i>2 159</i>	<i>138 917</i>	<i>875</i>	<i>131</i>	<i>2 269</i>	<i>32</i>	<i>175</i>	<i>253</i>
C3ED	NC	1 200	NC	0	1	0	NC	NC	NC	NC
CARPO	NC	1 815	NC	0	0	1	NC	NC	NC	NC
CESDIP	NC	15 842	NC	0	36	134	NC	NC	NC	NC
CHCSC	472	499	NC	0	2	0	NC	NC	NC	NC
DANTE	NC	1 200	NC	0	15	0	1	NC	NC	NC
ESR	817	950	NC	0	0	0	NC	NC	NC	NC
LATMOS	739	876	NC	0	59	0	3	NC	NC	NC
LISV	NC	1 000 ?	NC	0	1	NC	NC	NC	NC	NC
LMV	2 513	2 698	NC	0	44	0	7	NC	NC	NC
LSCE	NC	10 000 ?	NC	0	15	0	NC	NC	NC	NC
PRINTEMPS	NC	1 300	NC	0	24	0	NC	NC	NC	NC
SUDS	900	917	NC	0	0	0	NC	NC	NC	NC
UMR U687	NC	1 422	NC	0	24	0	NC	NC	NC	NC
VIP	NC	578	NC	0	10	0	NC	NC	NC	NC
TOTAL Labos	NC	40 297 ?	NC	0	231	135 ?	11 ?	NC	NC	NC
ILEI	NC	1 150	0	0	6	5	47	0	612	0
DRIP	NC	681	0	0	19	0	NC	NC	NC	NC
TOTAL	NC	247 779 ?	2 418 ?	146 230	1 060 ?	177 ?	2 563 ?	10 ?	624 ?	289 ?

Pour sommaire et parfois approximatif qu'il soit- en cas de non réponse en 2011, ont été reconduites (en grisé) les valeurs obtenues précédemment - ce recensement donne une idée de la richesse documentaire de l'établissement.

La tendance de fond à la diminution des périodiques imprimés se confirme : 61 nouveaux désabonnements en 2011, au profit de la seule version électronique. **En 2011, pour la première fois de son histoire, l'UVSQ aura dépensé davantage pour ses ressources documentaires continues électroniques qu'imprimées.**

1.2.2 STRUCTURE DES DEPENSES

En l'absence de données fiables et/ou complètes émanant notamment des laboratoires, il n'est pas possible, hors DBIST, d'analyser finement les dépenses documentaires de l'établissement.

Il est cependant à noter qu'en 2011, la part des dépenses d'acquisitions du SCD dans l'ensemble des achats documentaires de l'établissement s'élevait à 90%, en nette progression depuis 2005, où elle s'établissait autour de 70% : cet indicateur montre les avancées significatives de la mutualisation documentaire à l'UVSQ, sous l'effet de la progression du support en ligne et du travail serré de la DBIST visant à traquer et supprimer les doublons voire triplons d'abonnements tant imprimés qu'électroniques..

% dépenses d'acquisition SCD / dépenses d'acquisition UVSQ	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	72%	82%	78%	87%	90%	90%	90%

1.2.3 ENVIRONNEMENT DOCUMENTAIRE

L'environnement documentaire local de l'UVSQ est tout à fait remarquable, notamment pour les historiens modernistes :

- Bibliothèque Municipale Classée (BMC) de Versailles, qui conserve l'essentiel des fonds du Château, issus des confiscations révolutionnaires ;
- Archives départementales des Yvelines, particulièrement riches puisqu'elles ont hérité de l'essentiel des fonds d'archives de l'ancien département de Seine-et-Oise ;
- fonds du domaine de Port-Royal (pour la part qui n'a pas été versée à la BnF), dont le signalement bénéficie de l'expertise et du soutien de la BMC de Versailles, des réseaux de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Réunion des Musées nationaux, enfin, de la DBIST de l'UVSQ.

Par ailleurs, sur le site de Saint-Quentin-en-Yvelines, les usagers bénéficient de l'offre de la Médiathèque de Guyancourt, qui propose des collections de détente, notamment audiovisuelles, constituant un véritable complément aux fonds de la DBIST, sous l'angle de la vie étudiante.

Enfin, sur mot de passe, les chercheurs des unités mixtes de recherche (UMR) de l'UVSQ bénéficient de l'offre documentaire électronique acquise par les EPST partenaires (INIST-CNRS, INSERM, IRD, etc.), et, dans le secteur médical, de celle de l'AP-HP, en sus de celle de la DBIST, accessible il est vrai pour eux seulement dans l'enceinte de l'établissement, du fait des clauses drastiques régissant cet aspect des contrats signés nationalement avec les éditeurs de ressources en ligne.

2 RESSOURCES HUMAINES

2.1 EFFECTIFS

Au 31 décembre 2011, la DBIST comprenait **51 emplois**, soit un de moins que fin 2010 : cette baisse est due à l'affectation sur de nouvelles fonctions de Laurent PELTIER (rattachement à la DPIE, voir infra, I, 4.3), sans que le demi-poste affecté en remplacement ne compense cette perte, l'agent concerné étant très peu investi sur le bâtiment de la BU de Guyancourt.

Emplois 2011	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	TOTAL
Filière BIB	13	11	16	39
Filière ITRF	2	2	6	11
Filière AENES	1	0	0	1
TOTAL	16	13	22	51

Une fois retranchés les éventuels temps partiels et congés longue maladie (CLM)¹⁸, l'équipe de la DBIST, avant embauche de personnels supplétifs, consistait en **45,9 équivalents temps plein (ETP)** fin 2011.

ETP statutaires 2011	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	TOTAL
Filière BIB	10,8 ¹⁹	10,3	15,4	36,5
Filière ITRF	1,8	0,8	5,8	8,4
Filière AENES	1	0	0	1
TOTAL	13,6	11,1	21,2	45,9

Pour compenser ce déficit de postes (5,1 ETP), réaliser l'extension des horaires d'ouverture souhaitée par les usagers (voir II, 3.1.1.1), et faire face au déficit structurel d'agents de catégorie B, la DBIST a eu recours en 2011 à **2 agents contractuels (dont un en rompus de temps partiels) et 31 contrats de vacation (bénéficiant tous d'une subvention du Conseil régional d'Ile-de-France)**, représentant en tout **5,67 ETP**.

ETP supplétifs 2011	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	TOTAL
Rompus de temps partiels	0	1	0	1
Crédits de suppléance	0	0	0	0
Crédits propres	0	0	0	0
Moniteurs étudiants	0	0	4,45	4,45
Autres vacataires	0	0,22	0	0,22
TOTAL	0	1,22	4,45	5,67

¹⁸ A la différence des CLD (congés longue durée), les supports de poste en CLM ne peuvent être pourvus par des contractuels.

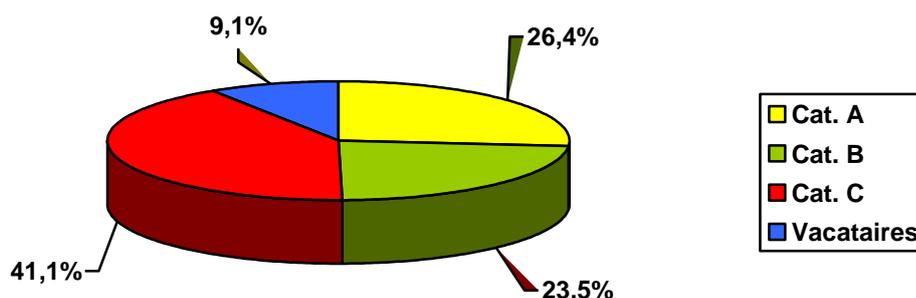
¹⁹ Support de poste de Delphine LECERF, lauréate de concours au 15/09/2011, non pourvu au 31/12/2011.

Au total, l'action du SCD s'appuyait en 2011 sur 51,57 ETP, soit 3,2 ETP pour 1 000 étudiants, chiffre en diminution par rapport à 2010 (principalement du fait de la hausse des effectifs étudiants) : c'est très en deçà de la moyenne nationale (qui a connu dans le même temps une nette hausse du fait du recours massif à des emplois vacataires pour étendre les horaires d'ouverture au public).

ETP pour 1 000 étudiants	2007	2008	2009	2010	2011	France 2009	Paris-IDF 2009
		3,0	3,4	3,6	3,4	3,2	4

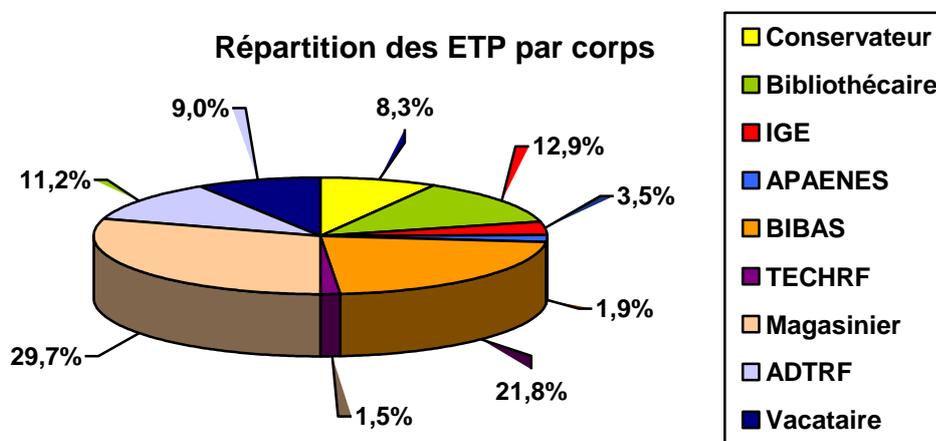
2.2 VENTILATION DES EFFECTIFS

Répartition des ETP par catégorie

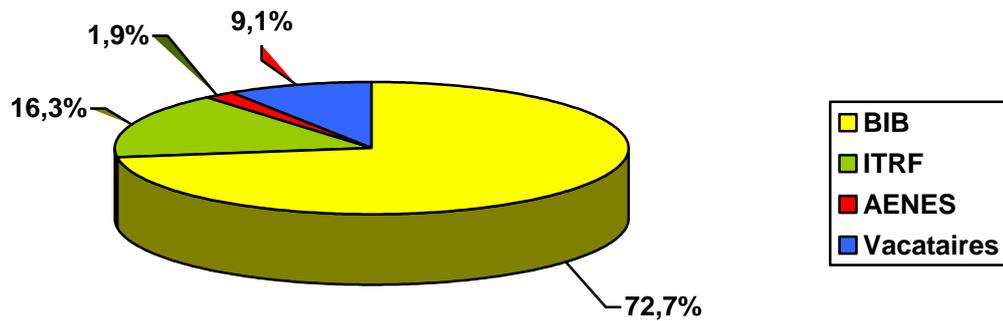


Le déficit en ETP de catégorie B est net, pour parvenir à la structure en pyramide idéale.

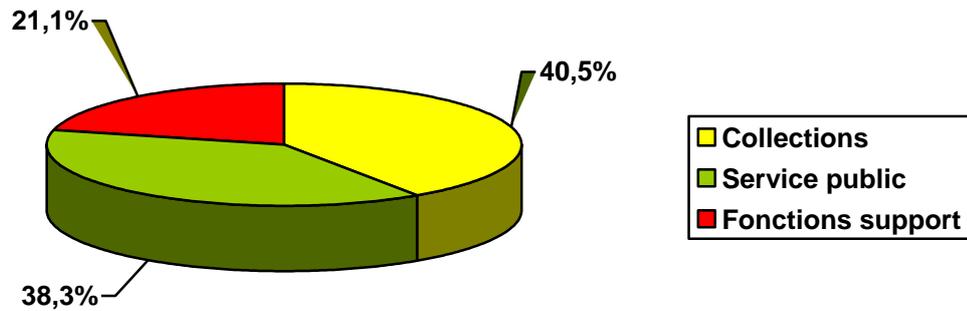
Répartition des ETP par corps



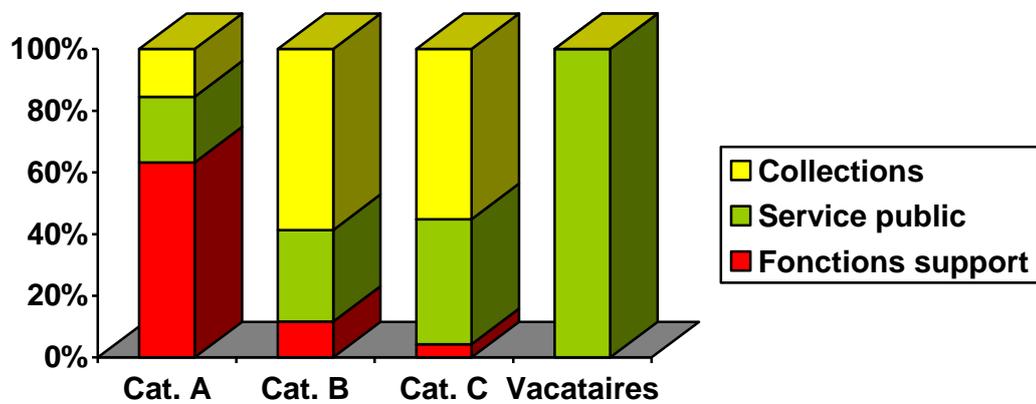
Répartition des ETP par filière



Répartition des ETP par fonction

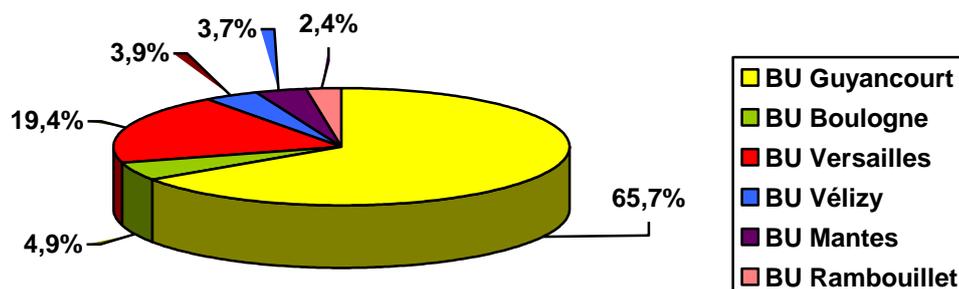


Ventilation des fonctions par catégorie d'ETP



L'emploi de nombreux moniteurs étudiants joue un rôle important dans le poids, accru en 2011, du service public par rapport aux autres fonctions.

Répartition des ETP par site



2.3 BILAN SOCIAL

2.3.1 ABSENCES

Le tableau qui suit n'a bien évidemment pas pour objectif de pointer quelque absentéisme dans le service, ni d'influer sur le comportement ou les demandes des personnels. Il s'agit bien plutôt d'objectiver le sentiment perçu au quotidien par les agents d'une difficulté récurrente à assurer la continuité du service, du fait d'effectifs insuffisants.

Absences 2011 (en jours)	Cat. A		Cat. B		Cat. C		TOTAL SCD	
	Total	Par agent						
Récupérations heures supp. ²⁰	91,2	5,7	46,1	3,5	127,7	5,8	265	5,2
Maladie	76	4,7	46,5	3,6	133,5	6,1	256	5
Formation continue ²¹	90,5	5,6	91,5	7	79,5	3,6	261	5,1
Concours ²²	24	1,5	18	1,4	29	1,3	71	1,4
Maternité / paternité	91	5,7	111	8,5	0	0	202	4
Enfants malades	11	0,7	14,5	1,1	20	0,9	45	0,9
Congés exceptionnels ²³	6,5	0,4	7	0,5	16	0,7	29	0,6
Grève	1	0,1	2	0,1	7	0,3	10	0,2
TOTAL	391,2	24,4	336,6	25,9	412,7	18,8	1 139	22,3

En 2011, les absences légitimes des personnels ont donc représenté **1 140 jours**, soit l'équivalent de **4,97 ETP** : c'est bien moins qu'en 2010, du fait de congés maternité moindres, mais les 5,67 ETP supplétifs apportés par le contractuel sur rompus de temps partiels et els vacataires ne sont pas de trop pour compenser ce déficit en ressources humaines.

²⁰ Effet direct de l'extension des horaires d'ouverture, ainsi que de la complexité et de l'incomplétude des dispositions relatives au paiement des heures supplémentaires dans la Fonction publique.

²¹ Y compris journées d'étude.

²² Qu'il s'agisse des absences le jour de l'épreuve ou pour préparation (incluant le droit à deux jours d'absence par agent et par an).

²³ Décès d'un ascendant / descendant direct ou d'un membre de la fratrie, déménagement, mariage / PACS, naissance / adoption, garde d'enfant(s) malade(s), activités syndicales ou électives, jury d'assises, etc. : il s'agit de ce qu'on appelle administrativement des « autorisations d'absence », dont très peu sont de droit.

2.3.2 STRUCTURE DES EFFECTIFS

NB : les tableaux suivants prennent en compte les personnes physiquement présentes dans le service au 31 décembre 2011 (fonctionnaires titulaires ou stagiaires, agents publics contractuels de tout type), à l'exception notable des agents vacataires.
Soit un total de 50 personnes (15 A, 13 B, 22 C).

Deux agents sur trois sont des femmes

Sexe	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total	%
Hommes	8	3	6	17	34%
Femmes	7	10	16	33	66%

7/10 des agents ont moins de 45 ans

Age	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total	%
< 25	0	0	0	0	0%
25 - 35	7	7	3	17	34%
35 - 45	5	5	8	18	36%
45 - 55	1	1	8	10	20%
> 55	2	0	3	5	10%

La moitié des agents a une Maîtrise ou plus

Diplôme	< Bac	Bac	Bac + 2	Bac + 3	Bac + 4	Bac + 5	Thèse
Cat. A	0	0	0	1	3	11	0
Cat. B	2	1	2	2	3	2	0
Cat. C	10	3	0	5	4	1	0
Total	12	4	2	8	10	14	0
%	24%	8%	4%	16%	20%	28%	0%

Plus de la moitié des agents sont à la DBIST depuis moins de 5 ans

Arrivée au SCD	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total	%
< 5 ans	10	9	8	27	54%
5 - 10 ans	3	2	6	11	22%
10 - 15 ans	2	0	4	6	12%
15 - 20 ans	0	2	4	6	12%
> 20 ans	0	0	0	0	0%

Profil-type : personnel de sexe féminin âgé de moins de 45 ans, en poste au SCD de l'UVSQ depuis moins de 5 ans et possédant une Maîtrise ou plus.

2.4 ORGANISATION DU SERVICE

L'étude de 2005 de l'IGB²⁴ sur l'organisation fonctionnelle des SCD des universités (<http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/35/6/20356.pdf>) et les réflexions du XXXVI^e Congrès de l'ADBU²⁵ sur le même thème ont rencontré les constats effectués localement par le comité de direction de la DBIST quant à l'inadaptation de l'organisation du service en sections thématiques, organisation héritée des années 60, mais peu à peu vidée de sa substance au profit de missions transversales toujours plus nombreuses notamment depuis l'apparition de la documentation électronique.

La lisibilité de l'organisation du service et son fonctionnement devenant pour ces raisons de plus en plus problématiques, la nouvelle direction de la DBIST s'est fixé pour objectif, dès son arrivée en février 2007, la restructuration, dans l'année, des activités de la DBIST en pôles fonctionnels plus adaptés et à la réalité des dossiers actuels des bibliothèques universitaires, et au renforcement du pilotage des établissements d'enseignement supérieur prévu par la loi du 10 août 2007 sur les libertés et responsabilités des universités, dite loi LRU : il s'agissait aussi de gagner en efficience, dans un contexte, que l'on espère passer, d'absence de créations de postes en bibliothèque universitaire²⁶.

Le travail de réflexion nécessaire a régulièrement mobilisé, au cours de l'année 2007, le comité de direction de la DBIST. Il a abouti à la suppression de l'organisation en sections, inadaptée, au profit de 5 pôles (3 transversaux, 2 à l'interface avec le public), placés sous l'autorité d'un conservateur assisté d'un adjoint bibliothécaire ou IGE²⁷ :

- un pôle des affaires générales, placé sous l'autorité directe du directeur, et coordonné par l'assistante de direction, en charge des questions de logistique, de maintenance, et de sécurité incendie, de la gestion des ressources humaines (suivi des carrières et des emplois, gestion des congés, formation continue, hygiène et sécurité), des affaires financières (budget, marchés publics, évaluation et pilotage) et des affaires extérieures (réseaux documentaires nationaux, coopération territoriale, communication) ;
- un pôle du système d'information documentaire et de l'édition numérique, regroupant la gestion de la veille professionnelle, du SIGB et du parc informatique, ainsi que les projets de SID et de valorisation de la production numérique de l'établissement (thèses électroniques, cours en ligne, archives ouvertes, données primaires de la recherche) ;
- un pôle de la politique documentaire, chargé de coordonner les acquisitions de l'ensemble des bibliothèques de l'UVSQ, sous les trois volets de la documentation électronique, des abonnements imprimés et des ouvrages. Au sein de ce pôle, chaque discipline ou groupe de disciplines constituant un axe d'enseignement et de recherche de l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre de catégorie A (bibliothécaire, conservateur, ou assimilé), dans une logique de guichet unique plus lisible pour l'utilisateur final ;
- un pôle des bibliothèques des Sciences de la Nature et du Génie, regroupant les BU de Versailles, Mantes, Vélizy et Rambouillet ;
- un pôle des bibliothèques des Sciences de l'Homme, regroupant les BU de Saint-Quentin-en-Yvelines et Boulogne.

Ces deux derniers pôles, véritables interfaces avec les usagers, sont organisés de manière identique, avec une division des services aux publics, et une division du traitement documentaire.

²⁴ Inspection Générale des Bibliothèques.

²⁵ Association des Directeurs et personnels de direction des Bibliothèques universitaires et de la documentation.

²⁶ Rappelons que les bibliothèques universitaires françaises disposent *a minima* de deux fois moins de moyens humains (et financiers) que leurs consœurs germaniques, scandinaves, anglo-saxonnes.

²⁷ Ingénieur d'Etudes.

Deux missions transversales, rattachées à la direction, viennent compléter ce schéma d'ensemble, l'une, provisoire, portant sur le projet de construction de Versailles ; l'autre, plus pérenne, visant à coordonner le développement des actions de formation des usagers à la culture documentaire, dossier difficile, aux implications politiques nombreuses.

Traduction plus lisible et plus opérationnelle des missions du SCD comme de ses engagements quadriennaux et de l'esprit de la loi LRU, ce nouvel organigramme est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2008. On le trouvera en annexe du présent rapport.

En trois ans, ce nouveau fonctionnement avait largement fait ses preuves. Mais ce qui ressortait de l'organigramme ne rendait pas justice au caractère central des activités conduites à l'interface avec les publics : il avait fallu en effet tenir compte du caractère multisite du service, ce qui n'avait pas encore permis de pousser à bout dans la présentation de l'organigramme la logique fonctionnelle adoptée.

En 2011, une nouvelle refonte est donc venue parachever la logique initiée en 2008 :

- fusion des pôles des bibliothèques des sciences de la nature et du génie et des bibliothèques des sciences de l'homme en un pôle unique des services aux publics, bicéphale (bibliothèques de Versailles et des IUT d'un côté, de Guyancourt et de Boulogne de l'autre), organisé en 5 sections transversales (accueil des publics, qualité, formation des usagers, valorisation, et services à distance) ;
- transversalisation du traitement documentaire, rattaché, pour la partie équipement et reliure, au pôle de la politique documentaire, et pour la partie gestion des données, au pôle du système d'information documentaire et de l'édition numérique : il s'agissait tout à la fois d'accompagner le recentrage de l'activité du service sur le *front office*, en éclatant les activités du *back office*, trop prégnantes, de renforcer la nécessité de la collaboration entre pôles, et de prendre acte des évolutions professionnelles en cours, qui opèrent un glissement lent mais inéluctable des activités de catalogage traditionnel vers une expertise plus générale portant sur les métadonnées, quel que soit leur format ;
- enfin, accessoirement, recentrage du pôle des affaires générales sur ses cœurs de mission, par le rattachement des actions de valorisation (communication à destination des usagers, animations, manifestations culturelles et scientifiques) et de formation des usagers au pôle des services aux publics, et de celles liées à la coordination bibliographique au pôle du système d'information documentaire et de l'édition numérique.

Par cette ultime refonte, dont on pourra juger en annexe du présent rapport, par comparaison des organigrammes 2010 et 2011, l'on pense avoir poussé au bout la transversalisation de l'organisation du service, tout prêt d'une organisation de type matriciel, la plus apte pense-t-on, en l'état actuel de la réflexion, à engager toujours plus avant la DBIST dans un management participatif, par projets, et dans une logique **d'organisation apprenante**, but ultime des refontes successives de l'organigramme depuis 2008 (voir ci-dessous I 2.8).

2.5 GESTION DES EMPLOIS

Du fait de sa situation géographique, la DBIST de l'UVSQ connaît une rotation traditionnellement importante de ses personnels : si cette caractéristique est un gage de dynamisme pour le service, elle constitue également une charge de travail non négligeable pour l'équipe de direction et le pôle des affaires générales, face à laquelle le soutien attentif et efficace de la DRH de l'établissement a toujours été et reste plus que jamais précieux.

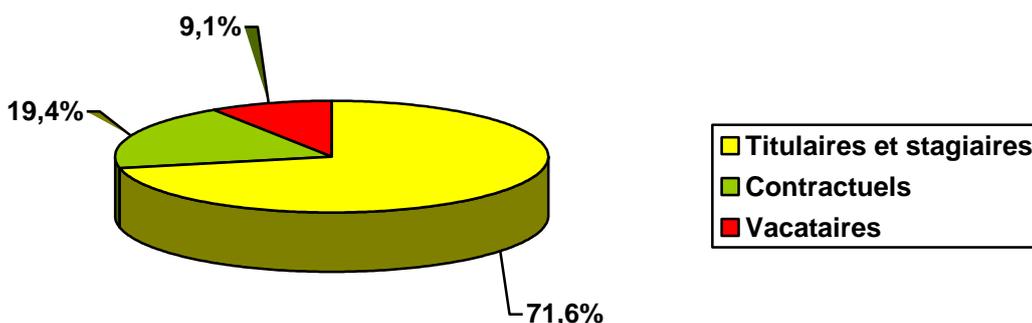
En 2011, les mouvements de personnels ont concernés les agents suivants :

- William DEMET, IGE contractuel, arrivé le 8 septembre 2011 en remplacement de Laurent NABIAS, lauréat du concours d'IGE, parti rejoindre son nouveau poste le 15 septembre 2011
- Delphine LECERF, bibliothécaire contractuelle, qui a quitté la DBIST au 15 septembre 2011 suite à sa réussite au concours d'IGE organisé par le Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) ; au 31 décembre 2011, elle n'avait toujours pas pu être remplacée sur les fonctions très techniques qui étaient les siennes
- Andréa JANOSI, bibliothécaire contractuelle, en remplacement, du 14 janvier au 31 août 2011, de Fabrice DUBESSET, bibliothécaire contractuel dont le contrat était arrivé à terme au 31 décembre 2010 ; Andréa JANOSI a ensuite elle-même été remplacée au 1^{er} septembre 2011 par FIONA EDMOND, bibliothécaire stagiaire, après la fin de la formation initiale de cette dernière à l'enssib²⁸
- Amélie TOUFFLET, BIBAS contractuelle en poste à Vélizy, venue rejoindre le site de Guyancourt au 1^{er} septembre 2011, en remplacement de Catherine BARROT, BAS titulaire, partie à la retraite le 3 avril 2011 ; à Vélizy, c'est Emeline GAUBERT, BIBAS stagiaire en 1^{ère} affectation, qui a remplacé Amélie TOUFFLET à partir du 1^{er} septembre 2011
- Corine LEGRAND, magasinier contractuelle, en remplacement, à partir du 1^{er} janvier 2011, de Jérôme TALBOT, magasinier contractuel démissionnaire au 25 juin 2010.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} novembre 2008, Sylvie DUDOUIT, agent vacataire, continue à assurer 40 heures de permanence mensuelle à la BU de Rambouillet, lors des pauses méridiennes.

Les nouveaux arrivants bénéficient toujours d'un stage d'accueil, généralement d'une semaine, élaboré par Enrica HARRANGER et Ewa NIELEPIEC.

Répartition des ETP : titulaires / contractuels / vacataires au 31/12/2011



La politique volontariste de stabilisation des personnels commence à porter ses fruits : la part de stagiaires ou titulaires progresse de 2 points par rapport à 2010, tandis que celle des personnels sous contrat recule de presque 3 points.

²⁸ Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, grande école qui forme les cadres des bibliothèques, conservateurs et bibliothécaires, d'Etat et territoriaux.

2.6 FORMATION PROFESSIONNELLE

2.6.1 STATISTIQUES 2011

Les métiers de la documentation requièrent traditionnellement une grande technicité, en même temps qu'ils connaissent actuellement, sous l'effet du développement des TIC, une forte évolutivité. Dans ce contexte, la formation continue des personnels (et des usagers !) revêt une importance cruciale, qui explique le fort investissement de la DBIST dans ce domaine.

Les formations proposées visent :

- soit le développement des compétences personnelles des agents : il s'agit des formations effectuées dans le cadre de l'UVSQ ou auprès des organismes de formation spécialisés (enssib, Médiadix, URFIST de Paris, Abes, ADBS, etc.), qui sont généralement gratuites pour l'établissement²⁹, ainsi que des journées d'étude ou congrès organisés par diverses institutions ou associations, et en lien direct avec le projet du service (Couperin, AURA, ADBU, LIBER, etc.) ;
- soit le développement de compétences collectives, le renforcement de la cohésion des équipes, l'harmonisation des pratiques, l'accompagnement au changement : il s'agit alors tantôt de formations réalisées en interne par l'encadrement de la DBIST (ou tout agent du service possédant une compétence à partager et apte à la transmettre) ; tantôt de formations collectives prises en charge par un organisme extérieur, mais à titre onéreux.

En 2011, deux actions d'**accompagnement au changement** ont ainsi permis

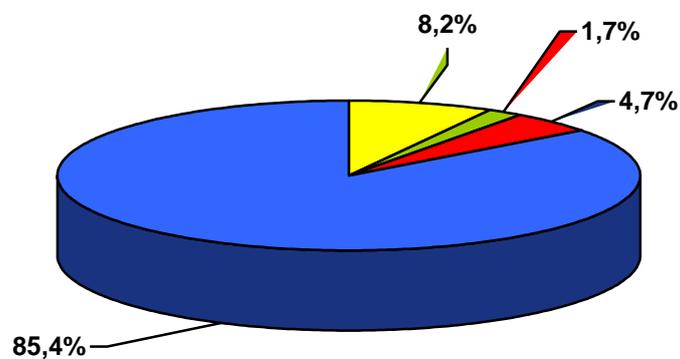
- à une petite dizaine d'agents du service d'améliorer ses pratiques d'accueil, physique comme téléphonique, des différents publics : ce stage, proposé par la DRH de l'établissement, s'inscrivait dans un travail pluriannuel d'amélioration de la qualité de l'accueil entamé en 2008, prioritairement à Guyancourt (et avec des résultats positifs très sensibles) ;
- en complément des 11 agents déjà formés en 2010, à 9 agents des sites de Versailles et des IUT d'entamer un cycle similaire de travail sur l'amélioration de la qualité de l'accueil, et d'être accompagné dans la mise en œuvre du projet de nouvelle bibliothèque des sciences sur le campus de Versailles (voir *infra*, I 4.2).

Formation professionnelle	2011	Rappel 2010
Nombre de jours de formation	233	291
Nombre d'agents formés	49	53

Formation professionnelle : ventilation par catégorie	2010				Rappel 2010			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total
Nb de jours de formation / agent	5,5	4,9	4,2	4,7	11,5	10	4,2	7,7
Agents formés / effectifs de la catégorie	100%	100%	82%	91%	88%	92%	100%	94%

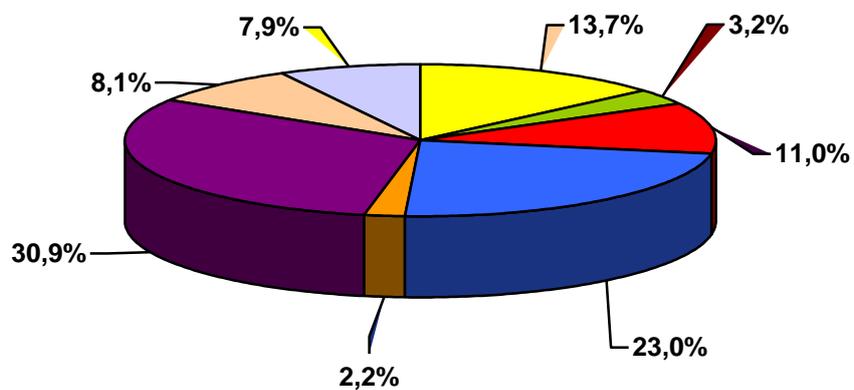
²⁹ A partir de 2011, le financement des formations individuelles des CFCB (Centres de formation aux carrières des bibliothèques), tel Médiadix pour l'Île-de-France, n'est plus intégralement assuré en amont par le MESR : une participation, certes modique et forfaitaire, des établissements est requise, sur convention avec le CFCB de rattachement (cette participation, payée sur le budget de la DBIST en 2011, sera prise en charge comme il se doit, logique de la LRU oblige, à partir de 2012, par la DRH de l'établissement).

Formation professionnelle 2011 : ventilation par type d'action



Formations collectives externalisées	Formations collectives internes
Journées d'étude, colloques, conférences, congrès	Formations à titre individuel

Formation professionnelle 2011 : ventilation par domaine de formation



Accueil des publics	Informatique documentaire	Politique documentaire
Catalogage, indexation	Recherche documentaire	Management
Hygiène et sécurité	Congrès, journées d'étude	

2.6.2 PLAN DE FORMATION 2011-2012

La filière bibliothèques présente la particularité d'être interministérielle : bien avant la RGPP³⁰, il a semblé de bonne gestion d'éviter de créer une filière de professionnels spécialisés dans chaque département ministériel connaissant des besoins documentaires (c'est-à-dire pratiquement tous).

De ce fait, la filière n'émerge que marginalement au Plan de formation de l'établissement : les services documentaires des EPSCP participent au dispositif interministériel annuel, et leur propre Correspondant formation (CF) fait remonter leurs besoins dans ce domaine chaque année au mois de juin, via un Plan de formation spécifique, transmis aux différents organismes compétents (enssib, CFCB³¹, URFIST³²), au MESR, et à la DRH de leur établissement.

Les besoins exprimés dans le Plan de formation 2011-2012 de la DBIST de l'UVSQ ressortissent à deux types de besoins :

- aider les nouveaux personnels à s'adapter à leur poste, et l'ensemble des agents à faire face aux mutations professionnelles en cours, rapides et profondes, notamment celles liées au lancement du nouveau système d'information documentaire de l'établissement ;
- appuyer la mise en œuvre de trois projets du service :
 - préparation du déménagement de l'actuelle bibliothèque de Versailles, de l'aménagement du nouveau bâtiment (dont l'ouverture est repoussée à mars 2012) et réflexion sur la réorganisation du travail afférente ;
 - amélioration de la qualité de l'accueil (voir *supra*, I, 2.6.1) ;
 - amélioration de la promotion et de la valorisation des collections et services proposés par la DBIST (notamment via les réseaux sociaux : voir *infra* II 3.3).

2.6.3 VEILLE PROFESSIONNELLE

Les métiers de la documentation connaissent traditionnellement un niveau de technicité élevé, et, depuis les révolutions du numérique et des réseaux, une évolution très rapide. La réactivité requise ne peut s'appuyer que sur une veille professionnelle performante, à même notamment d'alimenter ma réflexion stratégique de l'équipe de direction.

C'est pourquoi, à côté de la participation, encouragée par la direction, des personnels (et notamment des conservateurs, personnels scientifiques des bibliothèques) à des journées d'étude, congrès, colloques, conférences en lien avec les projets du service, il est confié depuis 2008 à l'un des agents du service (en 2011, il s'agit de Fiona EDMOND) la mission d'effectuer un travail de veille diffusé en interne, régulièrement, sous la forme d'une *newsletter*.

De façon complémentaire, Denis ESPAGNO assure depuis 2010, de façon régulière, et à seule destination de l'équipe de direction, une veille juridique sur les évolutions légales, réglementaires et jurisprudentielles concernant la DBIST (GRH, concours, évolution du Code des marchés publics, droit de la propriété intellectuelle,...).

³⁰ Révision générale des politiques publiques.

³¹ Centres de formation aux carrières des bibliothèques. Il y en a 12 sur le territoire national, généralement implantés dans des EPSCP (Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble-Lyon, Lille, Marseille, Nancy, Paris, Poitiers-Limoges, Rennes, Toulouse).

³² Unités régionales de formation à l'information scientifique et technique. Il y en a 7 sur le territoire national, implantées dans des EPSCP (Bordeaux, Lyon, Nice, Paris, Rennes, Strasbourg, Toulouse).

2.6.4 ACCUEIL DE STAGIAIRES

Comme chaque année, la DBIST a accueilli en 2011 plusieurs stagiaires (ne sont pas comptabilisés les stages découverte d'une semaine effectués par les élèves de 3^e) :

- du 23 février au 1^{er} avril 2011, Maria KONOVALOVA, dans le cadre de son Master 2 UVSQ *Arctic Studies* (constitution d'une bibliographie en langue russe pour le fonds polaire de la BU de Guyancourt) ;
- du 16 mai au 8 juillet 2011, Lucas FERNANDEZ dans le cadre de son stage professionnel de Licence Arts, Sciences, Culture, Multimédia du département SACIM de l'UVSQ (conception d'une exposition pour l'ouverture de la nouvelle BU des sciences de Versailles en 2012) ;
- du 6 juin au 17 juin 2011, Joanna MAINHAGUIET dans le cadre de son DUT Métiers du livre (IUT Michel de MONTAIGNE - Bordeaux III) ;
- du 27 novembre au 16 décembre 2011, Thibault DECAZES, dans le cadre d'un stage professionnel de l'Ecole de Bibliothécaires-Documentalistes de l'Institut catholique de Paris (BU de Versailles) ;
- du 27 novembre au 16 décembre 2011, Charlotte DEHOUE, dans le cadre d'un stage professionnel de l'Ecole de Bibliothécaires-Documentalistes de l'Institut catholique de Paris (BU de Guyancourt).

Les stagiaires accueillis sont toujours encadrés et un programme de stage établi à leur attention par Enrica HARRANGER.

2.7 GESTION DES CARRIERES

2.7.1 PREPARATIONS AUX CONCOURS

Préparation aux concours : ventilation par catégorie	2011				Rappel 2010			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total
Nb de jour de préparation / agent ³³	1,5	2,1	0,2	1	0,7	2,3	0,5	1,1
Agents ayant suivi une préparation / effectifs de la catégorie	20%	25%	9%	16%	6%	25%	12%	25%

Ces formations sont assurées par l'UVSQ pour les filières ITRF et AENES, par Médiadix (CFCB d'Ile-de-France) pour la filière bibliothèques.

Depuis 2009, l'équipe de direction propose aux agents volontaires des entraînements sous forme d'oraux blancs, dont le bénéfice est évident (cf. ci-dessous, 2.7.2).

³³ Exclut : journées des épreuves et les deux jours de congés exceptionnels de droit / agent / an pour préparation aux concours. Il s'agit ici de mesurer l'effort du service pour aider à l'évolution de carrière de ses agents, en dehors de toute obligation réglementaire.

2.7.2 TITULARISATIONS, REUSSITES AUX CONCOURS

En 2011, la DBIST a connu 2 réussites aux concours, preuve, s'il en était besoin, des efforts du service pour promouvoir ses agents, et de leur investissement professionnel :

- Delphine LECERF, bibliothécaire contractuelle, a été lauréate du concours externe d'IGE organisé par le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) ;
- Laurent NABIAS, IGE contractuel, a réussi le concours externe d'IGE organisé par l'université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle.

Tous deux ont donc quitté l'UVSQ pour prendre leur poste au 15 septembre 2011, en qualité de stagiaires.

L'UVSQ de son côté a organisé en 2011 un recrutement sans concours de magasinier en échelle 3. C'est Virginie YELLOUZ, ADTRF contractuelle à la DBIST depuis novembre 2008, qui, arrivée première sur liste principale, a été placée en position de magasinier stagiaire au 1^{er} septembre 2011.

Enfin, quatre agents ont été titularisés en 2011, à l'issue de leur année de stage à la DBIST : Fiona EDMOND (bibliothécaire), Bérénice BALAN (bibliothécaire assistante spécialisée), Ségolène RODARY (bibliothécaire assistante spécialisée), et Aurélie SAUCOURT (bibliothécaire assistante spécialisée).

2.7.3 CAMPAGNE D'EVALUATION ANNUELLE

La campagne 2011 d'évaluation des personnels³⁴ s'est déroulée normalement. A cette occasion, l'ensemble des encadrants du service a reçu une formation à l'entretien annuel dispensé par la direction de la DBIST.

2.7.4 PROMOTIONS, REDUCTIONS D'ANCIENNETE

Au 1^{er} janvier 2011, trois agents ont bénéficié d'une promotion de grade fort méritée :

- Françoise BEYNIER, ADTRF de 1^{ère} classe, a été promue ADTRF Principal de 2^e classe ;
- Brigitte FOMBA, magasinier des bibliothèques de 2^e classe, a été promue en 1^{ère} classe ;
- Laurent PELTIER, ADTRF de 2^e classe, a été promu en 1^{ère} classe.

Bilan de la campagne de réductions d'ancienneté 2011				
Corps	BIB	APAENES	AB	ADTRF
Réduction d'un mois	0	1	0	0
Réduction de deux mois	2	0	0	0
Réduction de trois mois	0	0	0	2
Bénéficiaires : total	2	1	0	2

C'est donc au total 11 mois de réduction d'ancienneté qui ont été attribués en 2011 à 5 agents de la DBIST de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

³⁴ Procédure régie par le décret n° 2002-682 du 29 avril 2002.

2.8 CONDUITE DU CHANGEMENT

Depuis 2007, la DBIST est engagée dans un processus pluriannuel de conduite du changement visant l'adaptation en profondeur de son activité et des métiers de la documentation à la nouvelle donne numérique et des réseaux : innovation « disruptive », pour reprendre le concept utilisé par l'histoire des techniques, cette dernière implique en effet pour les organisations de travail un mode de fonctionnement permettant l'intégration en continu du changement, et sa banalisation rapide et répétée, selon plusieurs cycles itératifs, parallèles et asynchrones, ce qui les rend impossibles à contrôler sur un mode exclusivement *top-down*.

Formalisé à l'occasion de l'élaboration du projet quinquennal de service pour la période 2010-2014, le processus de conduite du changement adopté s'appuie donc sur le modèle de l'**organisation apprenante**, que l'on s'est employé à mettre en œuvre à travers divers dispositifs complémentaires :

- transversalisation et horizontalisation progressive de l'organigramme depuis 2007 (voir ci-dessus I 2.4), induisant une délégation de responsabilité accrue, davantage de prise d'autonomie de la part des agents, la reconnaissance d'un droit à l'expérimentation et à l'erreur (et son corollaire, l'apprentissage de la gestion du risque), tous éléments favorisant le développement d'un management participatif ;
- mise en place en 2008 d'un service de la veille professionnelle (voir ci-dessus I 2.6.3) ;
- généralisation à toutes les catégories de personnel d'un fonctionnement en mode projet, notamment à la faveur du plan pluriannuel de formation continue initié à partir de 2008 autour de l'objectif d'amélioration de la qualité de l'accueil (voir ci-dessus I 2.6.1) ;
- implication des usagers dans l'amélioration continue de la qualité de service (enquête bisannuelle Libqual, labellisation Marianne programmée pour 2013).

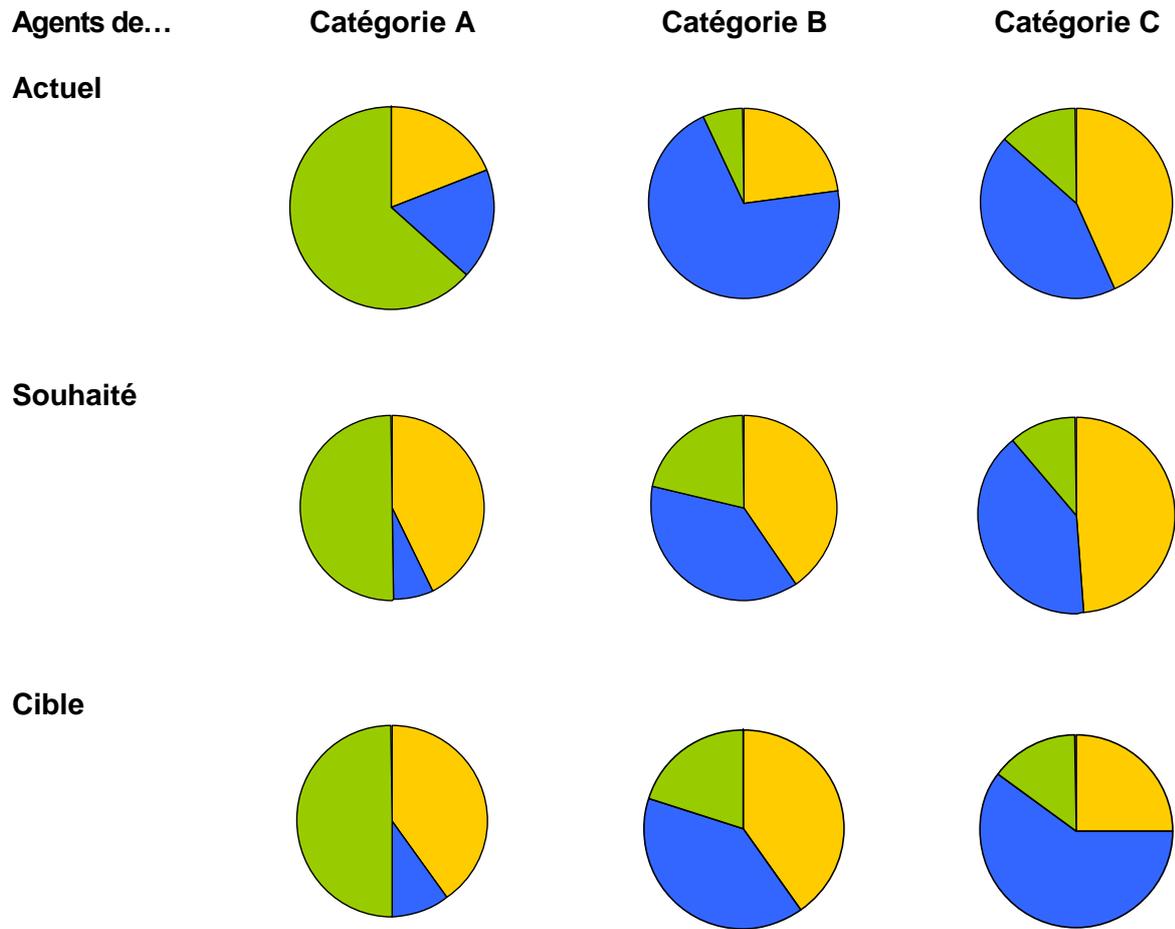
Ces options fortes ont déjà permis la conduite efficace, réactive et simultanée de nombreux projets, notamment dans le domaine numérique. Poursuivre dans cette voie aujourd'hui, dans un contexte, au mieux, de stagnation des moyens en ressources humaines, implique des gains de productivité sur les tâches à faible valeur ajoutée, afin de recentrer l'activité des agents sur le cœur de mission des bibliothèques : la **médiation des savoirs**, entendue comme développement et optimisation, sous toute ses formes, de la rencontre entre les usagers et les documents. **Les bibliothèques ne sont pas des cimetières d'écrits morts, mais des dispositifs de savoir dynamiques, à la rencontre de deux flux, celui des publics, celui des savoirs** (pourquoi il est peu d'importance que ces derniers se présentent sous forme analogique ou numérique).

Permettre aux agents de s'investir davantage dans cette mission, centrale, de médiation, implique de donner la priorité, y compris en termes de structure du temps de travail, aux activités à véritable valeur ajoutée en interaction avec les publics. C'est pourquoi le projet quinquennal de service programme (voir ci-dessous 1 5) :

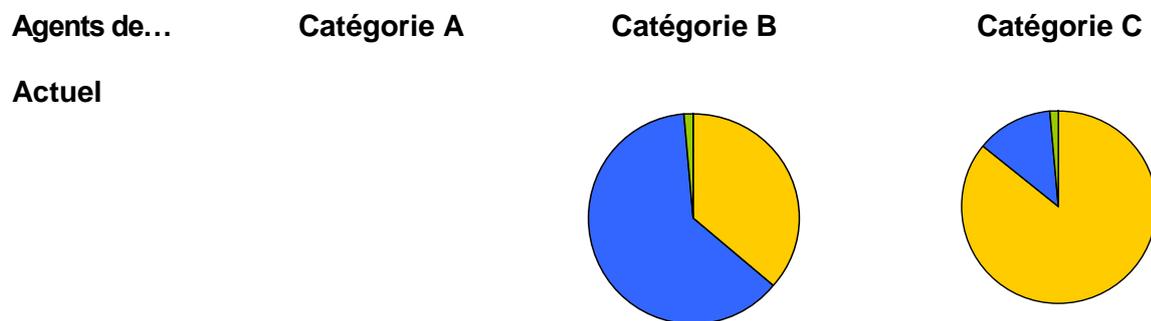
- une externalisation accrue de l'équipement des ouvrages ;
- l'automatisation des opérations de prêt et retour des documents via la technologie RFID ;
- la délégation dès 2012 des acquisitions d'ouvrages aux agents de catégorie B, et celle de l'exemplarisation et de la localisation des documents aux agents de catégorie C à partir de 2013 (ce que ne permet pas le SIGB actuel, mais que devra permettre le nouveau système qui sera déployé en 2012 : voir ci-dessus I 1.1) ;
- le renforcement des actions de formation des usagers (voir infra, I 3.1.3.1), dans une logique de *learning centre* (voir aussi ci-dessous I 4.2).

L'on programme ainsi, d'ici la fin du contrat quinquennal en cours, une profonde restructuration de la répartition des tâches des différentes catégories de personnels sur tous les sites de la DBIST, à l'exception de celui de Boulogne (qui ne compte que 3 agents, ce qui ne permet pas la marge de manœuvre nécessaire). Les schémas ci-dessous permettent de mesurer l'ampleur des changements visés : on a matérialisé, pour chaque site, en jaune le temps de travail dévolu aux activités de service public, au sens large ; en bleu celui consacré à la gestion des collections ; en vert, le temps affecté aux fonctions support.

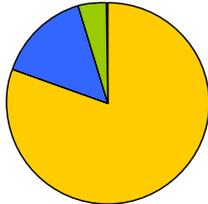
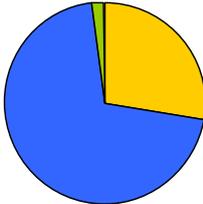
Versailles



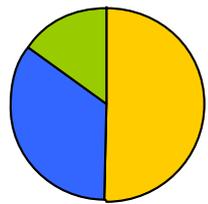
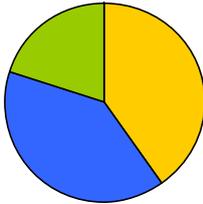
IUT



Souhaité



Cible



SQY

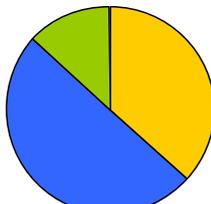
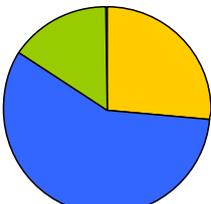
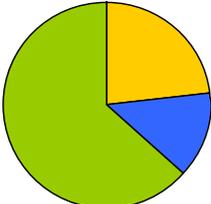
Agents de...

Catégorie A

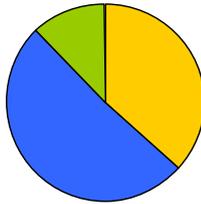
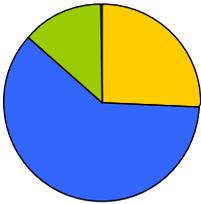
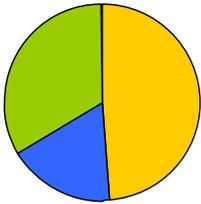
Catégorie B

Catégorie C

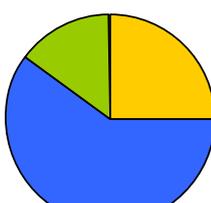
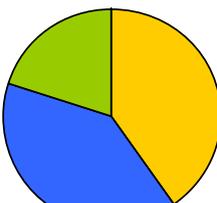
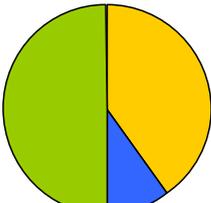
Actuel



Souhaité



Cible



Les écarts entre la structure actuelle et la structure-cible permettent de mesurer l'ampleur des changements à conduire, variables selon les sites ; les écarts entre la structure souhaitée par les agents et la structure-cible renseignent quant à eux sur l'intensité de l'accompagnement à mettre en œuvre pour garantir l'adhésion des personnels. L'on voit que l'essentiel des changements concernent les agents de catégorie B et surtout A, et qu'ils seront plus importants à la Guyancourt et dans les IUT qu'à Versailles.

2.9 HYGIENE ET SECURITE

L'évolution majeure de l'année 2011 dans ce domaine est la signature par l'UVSQ, sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), d'un contrat avec la société COFELY, filiale *ad hoc* du groupe GDF-SUEZ, et ayant trait à l'amélioration de l'efficacité énergétique des campus (voir ci-dessous, I 4.3).

C'est dans ce cadre que devrait donc enfin trouver résolution le problème structurel, en suspens depuis 2005, du manque de confort thermique de la BU de Guyancourt en saison chaude : en effet, l'absence de rafraîchissement de l'air et d'ouvrants, ainsi que la pose dès la construction du bâtiment d'un humidificateur de toute évidence sous dimensionné, se traduisent par des températures excessives – de 25 à 35°C, et parfois au-delà ! – des premiers beaux jours du printemps à septembre. Une situation qui n'a que trop duré.

3 RESSOURCES FINANCIERES

3.1 COMPTE FINANCIER

La LRU mutualise les recettes au niveau de l'Université : de ce fait, la DBIST ne dispose plus, juridiquement, en 2011, de recettes affectées, à l'exception toutefois des droits de bibliothèque payés par les étudiants au moment de leur inscription administrative³⁵, et dont le montant minimum est fixé annuellement par arrêté ministériel.

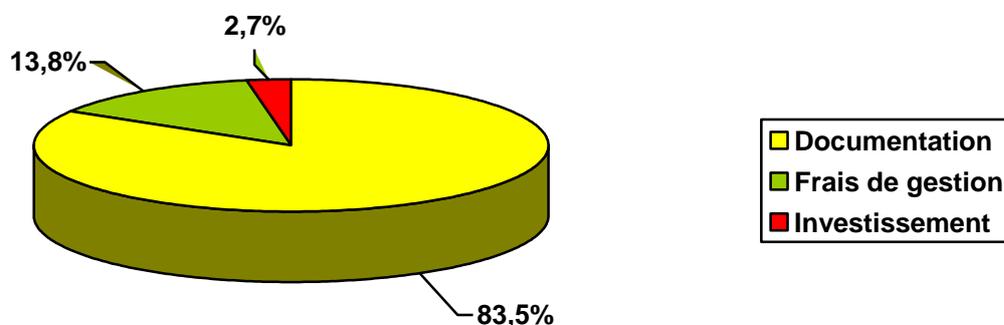
En 2011, le montant des recettes propres engendrées par ces droits n'a pas été communiqué à la DBIST. En l'absence, malheureusement récurrente, du versement par l'Etat de la compensation boursière, ces recettes s'établissent généralement autour de 350 000 € par an : **la DBIST est un service autofinancé à près de 25% (hors masse salariale).**

Dépenses 2011		
Nature dépense	Budget réalisé (en €)	Variation 2010/2011
Personnel	2 238 261	+ 5,8%
<i>titulaires</i>	1 796 383	+ 5,3%
<i>contractuels et vacataires</i>	441 878	+ 8,3%
Documentation et conservation	1 314 562	- 3,9%
<i>ouvrages</i>	525 927	- 12%
<i>périodiques</i>	268 280	- 31,9%
<i>bases de données et revues électroniques</i>	407 477	+ 61,9%
<i>ebooks et autres supports numériques</i>	45 305	+ 131,8%
<i>conservation (reliure, équipement, ...)</i>	67 573	- 36,1%
Environnement documentaire	81 795	- 31,9%
<i>informatique documentaire</i>	40 499	- 43,3%
<i>reproduction</i>	15 147	+ 199,8%
<i>équipement des BU (mobilier, matériel, ...)</i>	21 604	- 23,6%
<i>études</i>	4 545	- 72,5%
Gestion générale	97 258	- 4,8%
<i>formation professionnelle</i>	14 520	+ 135,3%
<i>missions, déplacements</i>	9 525	+ 7,3%
<i>informatique de gestion</i>	26 339	- 13,6%
<i>matériel, mobilier, fournitures bureau</i>	12 309	- 38,5%
<i>prestations extérieures (maintenance matériels, maintenance immobilière, gardiennage, élimination déchets, hygiène et sécurité, ...)</i>	34 565	- 4%
TOTAL hors masse salariale	1 493 615	- 6%
TOTAL	3 731 876	+ 0,7%

³⁵ Article 11 du décret n° 2011-996 du 23 août 2011 relatif aux bibliothèques et autres structures de documentation des établissements d'enseignement supérieur créées sous forme de services communs.

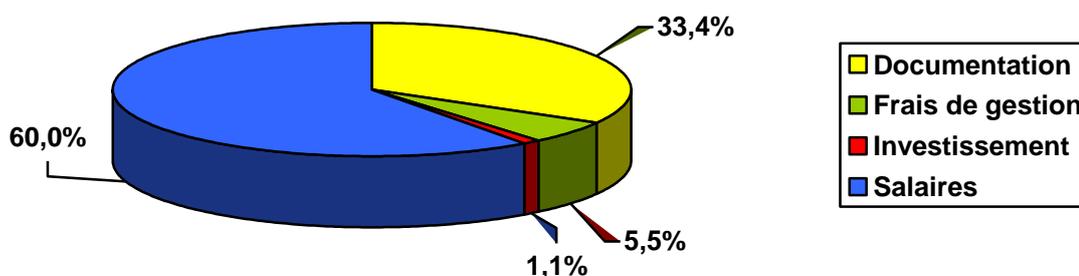
3.2 STRUCTURE DES DEPENSES

Structures des dépenses 2011 (hors masse salariale)



Coût de fonctionnement de la DBIST (hors masse salariale)	2011	Rappel 2010
Dépenses d'acquisition / dépenses fonctionnement	86%	82%
Frais de gestion / usager potentiel	12,48 €	17,83 €

Structure des dépenses 2011 (masse salariale incluse)



La prise en compte de la masse salariale (en augmentation par rapport à 2010, du fait du GVT, le glissement vieillesse-technicité : de 2 114 562 € à 2 238 261 €, soit une hausse de 5,8%) donne une image plus juste de la structure de l'effort documentaire de la DBIST, conforme à la logique de la LRU.

Pour avoir la même vision au niveau de l'établissement, il faudrait prendre également en compte les dépenses documentaires des autres entités de l'établissement, principalement laboratoires, et la masse salariale dévolue aux activités documentaires : en 2011, une estimation extra-budgétaire permet d'estimer approximativement ces dépenses à 485 000 € (dont plus de deux tiers de salaires).

3.3 MARCHES PUBLICS

En 2011, trois marchés documentaires ont été renouvelés :

- celui des périodiques imprimés (dont il est à noter qu'en 2011, pour la première fois, les achats ont été nettement inférieurs à ceux de documentation électronique), attribué à la société Ebsco à l'issue de la procédure d'appel d'offres ;
- celui pour l'équipement des ouvrages, attribué à la société Rénov'Livres à l'issue d'un MAPA (marché à procédure adaptée) ;
- celui pour la reliure des revues imprimées, également attribué à la société Rénov'Livres à l'issue d'un MAPA (marché à procédure adaptée).

Par ailleurs, à partir du 2^e semestre 2011, un groupe de travail conduit par Vincent BÉRIEL et Denis ESPAGNO a commencé à travailler à la rédaction du Dossier de consultation des entreprises (DCE) pour le lancement, prévu en 2012, de l'appel d'offres destiné au remplacement du SIGB (système intégré de gestion de bibliothèque) de l'établissement (voir *infra* I 1.1).

Enfin, les réaménagement ou construction de bâtiment ont donné lieu à l'élaboration de plusieurs marchés :

- une lettre d'achat a été publiée par l'UVSQ pour la refaction de la signalétique de la BU de Guyancourt, marché attribué à la société SEPELCO ;
- un MAPA pour le premier équipement des espaces publics de la nouvelle BU de Versailles a été publié par la Région Ile-de-France dans le cadre de sa maîtrise d'ouvrage, marché dont les trois lots (tables, sièges, rayonnages) ont été attribués à la société SILVERA ;
- un MAPA pour l'automatisation des opérations de prêt et de retour des documents dans les BU de Guyancourt et de Versailles a été publié par l'UVSQ, marché attribué à la société IDENT.

Tous les cahiers des charges de ces différents marchés, qu'ils soient ou non publiés par l'UVSQ, ont bénéficié de l'expertise précieuse et des relectures infatigables de Denis ESPAGNO, à qui la concrétisation de tous les projets concernés doit beaucoup.

4 INFRASTRUCTURE IMMOBILIERE

4.1 SURFACES, LOCAUX, PLACES ASSISES

Site	M ² SHON	M ² SHON / étudiant	Places assises	Etudiants / place assise	Salles de travail en groupe	Carrels
Guyancourt	7 440	0,78	1 100	8,6	7	15
Boulogne	124	0,14	32	28,4	0	0
Versailles	900	0,25	140	25,5	0	0
Mantes	250	0,38	76	8,6	6	0
Vélizy	320	0,41	55	14,3	0	0
Rambouillet	150	0,29	50	10,4	0	0
Ensemble	9 184	0,57	1 453	11	13	15
<i>Rappel 2010</i>	<i>9 187</i>	<i>0,59</i>	<i>1 451</i>	<i>10,7</i>	<i>13</i>	<i>15</i>

Site	Entrées quotidiennes par place assise	Disponibilité théorique d'une place assise par étudiant et par semaine ³⁶
Guyancourt	1,6	7h34
Boulogne	7,8	2h44
Versailles	2,8	2h04
Mantes	2,2	5h14
Vélizy	1,1	3h08
Rambouillet	3,2	4h05
ENSEMBLE	1,9	4h59
<i>Rappel 2010</i>	<i>1,8</i>	<i>5h08</i>
France 2009³⁷	1,9	3h37
Paris-IDF 2009³⁷	2,3	2h03

La situation des différents sites de la DBIST est très contrastée : plébiscitée à Guyancourt, elle reste satisfaisante dans les IUT. A Versailles et Boulogne en revanche, surfaces et places assises restent très en deçà des besoins. Si à Versailles cette situation trouvera prochainement sa solution avec la construction d'une véritable BU (voir *infra*, I 4.2), **le sort de la BU médicale de Boulogne est extrêmement préoccupant : eu égard à la fréquentation (65 792 entrées en 2011, soit 250 par jour !), la surface disponible (124 m² !) et le nombre de places assises (32 à peine !) sont ridicules. C'est dire que sur 10 entrants à la BU de Boulogne, presque 8 ne viennent que pour constater qu'aucune place de lecture n'est disponible.** Les conditions de travail des personnels du site sont bien entendu à l'avenant. Cette situation ne pourra pourtant pas indéfiniment perdurer, **et une solution doit absolument être trouvée dans un avenir proche.**

³⁶ Se calcule de la façon suivante : (nombre d'heures d'ouverture par semaine x nombre de places assises) / nombre d'usagers potentiels.

³⁷ Dernier chiffre disponible en ligne sur le site ASIBU.

4.2 PROJETS IMMOBILIERS

Deux projets immobiliers en cours à l'UVSQ concernent directement la DBIST :

- Il s'agit tout d'abord de la nouvelle bibliothèque des Sciences de Versailles : bâtiment de 2 800 m² SU³⁸ financé à 100% par le CRIF dans le cadre du Contrat de Projets État - Région (CPER) 2000-2006, ce chantier présente la particularité de viser une démarche HQE (Haute qualité environnementale), notamment du fait de l'exemplarité recherchée par ses concepteurs, l'atelier d'architecture M.-H. Badia et D. Berger, dans le confort thermohygrométrique des différents espaces (voir simulations 3D ci-dessous).



L'exécution du chantier a considérablement ralenti en 2011, du fait des retards répétés et prolongés de trois entreprises du second œuvre : l'ouverture de l'équipement au public, initialement prévue à la rentrée 2011, a été repoussée à mars 2012, mais l'on sait d'ores et déjà que la rentrée 2012 constitue une date bien plus plausible.

Pour permettre aux usagers de suivre l'évolution des travaux, un blog a été mis en place, alimenté par l'équipe de Versailles (<http://www.bib-versailles.uvsq.fr/>) et un compte Flickr permettra de documenter photographiquement la naissance de ce nouvel équipement.

³⁸ Surface utile.



- L'autre projet concerne la nouvelle BU de Mantes, qui prend place dans l'Opération d'intérêt national (OIN) Seine-aval, pilotée par le Conseil général des Yvelines : environ 1 000 m² de bibliothèque sont programmés dans un bâtiment de 14 000 m² SHON³⁹ destiné à accueillir en 2012 un public potentiel visé de 1 600 étudiants, élèves ingénieurs et enseignants-chercheurs. Toutefois, le projet n'ayant pas avancé depuis 2009, il est désormais très douteux que les délais initialement prévus soient tenus.

Notons pour finir que sont également envisagés dans un avenir relativement proche la rénovation des locaux de l'IUT de Vélizy, et de nouveaux bâtiments à Rambouillet, occasions pour la DBIST de doter ces sites d'équipements documentaires de qualité, conformes aux besoins de l'étudiant du XXI^e siècle.

Toutefois, pour l'heure, ces deux projets n'en sont qu'au stade de la recherche de financements.

4.3 RESTRUCTURATION DE LA MAINTENANCE IMMOBILIERE

L'évolution majeure de l'année 2011 dans ce domaine est la signature par l'UVSQ, sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), d'un contrat avec la société COFELY, filiale *ad hoc* du groupe GDF-SUEZ, et ayant trait à l'amélioration de l'efficacité énergétique des campus.

Ce PPP, signé pour 25 ans et financé, pour une part par un loyer annuel, et pour l'autre par la rétrocession des économies réalisées en matière de gestion énergétique, couvre aussi bien les travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments que la maintenance immobilière courante (pour laquelle toutefois COFELY ne dispose de l'exclusivité que pour les lots sécurité incendie et CVC⁴⁰), ainsi que le ménage des locaux (confié à un sous-traitant).

Le démarrage de ce PPP a été assez laborieux : le suivi des interventions réalisées par COFELY ou ses prestataires s'avère particulièrement lourd (système de *ticketing* très fastidieux), pas toujours suivi d'effets, ou, lorsque les interventions ont lieu, dans des délais très éloignés des obligations prévues au contrat. Sans compter des devis très imprécis et particulièrement élevés, et des prestations de ménage mal calibrées pour des locaux autres que de simples bureaux. Un recadrage vigoureux s'impose rapidement.

³⁹ Surface hors-œuvre nette.

⁴⁰ Chauffage-Ventilation-Climatisation.

5 CONTRAT QUINQUENNAL 2010-2014

Pour la période contractuelle 2010-2014⁴¹, 4 objectifs ont été arrêtés pour la DBIST de l'UVSQ :

- **accroître les horaires d'ouverture hebdomadaire** de ses différentes implantations : 65h30 à Guyancourt (**label NoctamBU**) 6 jours par semaine, 77h30 à Boulogne (**label NoctamBU**) 6 jours par semaine, 60h à Versailles 6 jours par semaine, 42h30 dans les BU des IUT 5 jours par semaine ;
- faire fonctionner les BU de **Versailles et Guyancourt** selon une logique de **learning centres**, par un rapprochement étroit avec l'enseignement et les TICE, moyennant les quelques adaptations de locaux et de mobilier nécessaires sur Guyancourt, et la construction d'une nouvelle BU sur le campus de Versailles ;
- **accroître la collection** d'ouvrages et ebooks disponibles **de 33%** ;
- mettre en place, **au niveau du PRES**, un **outil de signalement**, voire de production bibliographique, le plus **mutualisé** possible, et permettre l'accès croisé de tous les étudiants du PRES à l'ensemble des BU des différents établissements membres fondateurs.

A ces objectifs spécifiques, il convient par ailleurs d'adjoindre la participation de la DBIST à l'objectif plus général de l'établissement visant à instaurer une démarche qualité pour ses services, ce qui, dans le domaine documentaire, se déclinera de la manière suivante sur la période 2010-2014 :

- **amélioration de la qualité de l'accueil en BU** ;
- mise en place d'une enquête de satisfaction bisannuelle (Libqual+), de *focus groups* d'utilisateurs, et **obtention du label Marianne** ;
- effort particulier de **promotion** des collections et des services, et, au-delà, de **valorisation** sous toutes ses formes.

Comme on l'a vu *supra* en I 2.8, cette ambition de qualité implique à la DBIST une importante conduite de changement, visant l'évolution du service vers une logique **d'organisation apprenante**.

⁴¹ En 2011, le traditionnel contrat quadriennal d'établissement est en effet devenu quinquennal, par l'adjonction d'une nouvelle vague de contractualisation, dite E, à laquelle a été rattachée l'UVSQ : l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) ne pouvait en effet raisonnablement conduire tous les 4 ans l'évaluation de l'ensemble des EPSCP (Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel). A la faveur de cette réforme, il a en outre été décidé que désormais les inspections de l'IGB (Inspection générale des bibliothèques) suivraient le même calendrier que celui des vagues contractuelles.

II RESULTATS

1 MISSIONS DU SCD

En 2011, un nouveau décret⁴² tentant de prendre toute la mesure des nouveaux fonctionnements introduits par la loi LRU (Libertés et responsabilités des universités) a redéfini le fonctionnement des services communs documentaires (lesquels doivent désormais inclure le terme « bibliothèque » dans leur dénomination, d'où, à l'UVSQ, la transformation du « SCD », Service commun de documentation en « DBIST », Direction des bibliothèques et de l'information scientifique et technique).

Sur le plan des missions, ce décret n'a toutefois introduit aucun changement. Sommairement, ces dernières, qui viennent en appui à la formation et à la recherche, peuvent toujours être résumées en trois volets :

- **acquérir et gérer** des documents, sur tous supports, en lien étroit avec les axes d'enseignement et de recherche de l'établissement ;
- **valoriser** ces collections : par-là, on entend toute démarche active visant à développer et optimiser la rencontre entre l'offre documentaire proposée par la DBIST et son lectorat potentiel (depuis le signalement des collections jusqu'à l'action culturelle et scientifique, en passant par la formation des usagers à la maîtrise informationnelle) ;
- **évaluer** quantitativement et qualitativement l'impact des actions engagées.

Décret n° 2011-996 - extrait : les missions des services communs documentaires

Art. 2. – Les bibliothèques contribuent aux activités de formation et de recherche des établissements. Elles assurent notamment les missions suivantes :

- 1° Mettre en œuvre la politique documentaire de l'université, ou des établissements contractants, coordonner les moyens correspondants et évaluer les services offerts aux usagers ;
- 2° Accueillir les usagers et les personnels exerçant leurs activités dans l'université, ou dans les établissements contractants, ainsi que tout autre public dans des conditions précisées par le conseil d'administration de l'université ou la convention pour un service inter établissement, et organiser les espaces de travail et de consultation ;
- 3° Acquérir, signaler, gérer et communiquer les documents et ressources d'informations sur tout support ;
- 4° Développer les ressources documentaires numériques, contribuer à leur production et favoriser leur usage ; participer au développement de l'information scientifique et technique notamment par la production, le signalement et la diffusion de documents numériques ;
- 5° Participer, à l'intention des utilisateurs, à la recherche sur ces différentes ressources ainsi qu'aux activités d'animation culturelle, scientifique et technique de l'université, ou des établissements contractants ;
- 6° Favoriser par l'action documentaire et l'adaptation des services toute initiative dans le domaine de la formation initiale et continue et de la recherche ;
- 7° Coopérer avec les bibliothèques qui concourent aux mêmes objectifs, quels que soient leurs statuts, notamment par la participation à des catalogues collectifs ;
- 8° Former les utilisateurs à un emploi aussi large que possible des techniques nouvelles d'accès à l'information scientifique et technique.

⁴² Décret n° 2011-996 du 23 août 2011 relatif aux bibliothèques et autres structures de documentation des établissements d'enseignement supérieur créées sous forme de services communs.

Le périmètre d'intervention du service commun documentaire, dans un domaine où seule une mutualisation poussée est la garante de l'efficacité nécessaire, est en revanche plus clairement précisé que dans le décret antérieur :

- l'article 4 du nouveau décret stipule en effet que « toute bibliothèque ou tout centre de documentation de l'université a vocation à être intégré dans un service commun [documentaire] » ;

- le 5° de l'article 2 dispose clairement que le service commun documentaire coopère avec toute bibliothèque extérieure à l'établissement pourvu que ce dernier y ait intérêt, notamment (mais pas exclusivement) dans le cadre du SUDoc, catalogue collectif de l'enseignement supérieur et de la recherche français.

2 ACQUERIR ET GERER

2.1 DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS

2.1.1 ACQUISITIONS PAR DON OU GRATUITS

Les entrées dans les collections, par don ou à titre gratuit, représentent une part de moins en moins négligeable des acquisitions, notamment depuis l'ouverture de la bibliothèque universitaire de Guyancourt, qui a nettement accru la visibilité du service. Ces entrées ont des origines variées :

- dons d'enseignants-chercheurs et d'autres particuliers : c'est le mode d'entrée le plus courant pour les ouvrages ;
- dons institutionnels⁴³, par dépôt légal (thèses soutenues dans l'établissement), ou dans le cadre de conventions, telle celle qui lie l'université à la Commission européenne, et qui participe de façon non négligeable à l'accroissement des fonds du Centre de Documentation européenne de Guyancourt ; ou encore don, sous format microforme, de l'ensemble des thèses soutenues en France, par les ANRT (Ateliers nationaux de reproduction des thèses) ;
- dons via des services d'échange spécialisés, tels la liste de diffusion Euroback, qui permet de compléter les collections de revues imprimées de la DBIST ;
- sélection et signalement par la DBIST des titres de revues électroniques et bases de données correspondant aux axes de recherche et d'enseignement de l'UVSQ, et gratuitement disponibles sur le Web.

Acquisitions : dons et gratuits traités en 2011							
BU	Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet	TOTAL
Livres (titres)	562	6	72	6	0	1	647
Livres (volumes)	580	7	76	8	0	29	700
Thèses imprimées (titres)	28	0	70	0	0	0	98
Thèses microformes	2 511	503	4 502	0	0	0	7 516
Revue imprimées (titres)⁴⁴	5	0	10	0	0	0	15
Autres (cartes en 2011)	4	0	0	0	0	0	4

Ces chiffres reflètent néanmoins très imparfaitement le flux véritable des entrées par don : ces dernières excèdent largement les capacités de traitement actuelles de la DBIST.

Par ailleurs, difficile à quantifier précisément est l'énorme travail de recherche de dons de revues, conduit par la section abonnements de la DBIST, dans le but de combler les lacunes des collections de périodiques, ou de faire entrer dans les fonds des têtes de collection, voire

⁴³ Dans ce domaine, rappelons néanmoins que depuis début 2005, l'ensemble de la documentation produite par l'INSEE n'est plus disponible, à titre gratuit, que sous forme électronique, et consultable à l'adresse suivante : http://www.insee.fr/fr/home/home_page.asp (arrêt de la politique des relais).

⁴⁴ Têtes de collections, ou collections entières, seulement.

des collections entières : on s'est contenté de fournir des chiffres pour ces deux derniers types d'entrées.

2.1.2 ACQUISITIONS A TITRE ONEREUX

2.1.2.1 STRUCTURE DES DEPENSES D'ACQUISITION

Evolution des dépenses d'acquisition de la DBIST (en €)	2007 ⁴⁵	2008	2009	2010	2011
	529 922	888 766	1 052 317	1 262 042	1 246 989

En 2008, la DBIST avait déjà alerté sur l'écart croissant entre les dépenses documentaires consacrées à l'enseignement et celles dévolues à la recherche, situation, eu égard à l'inflation des coûts de l'IST, qui ne pouvait que s'aggraver, sans une politique volontariste de l'établissement dans ce domaine.

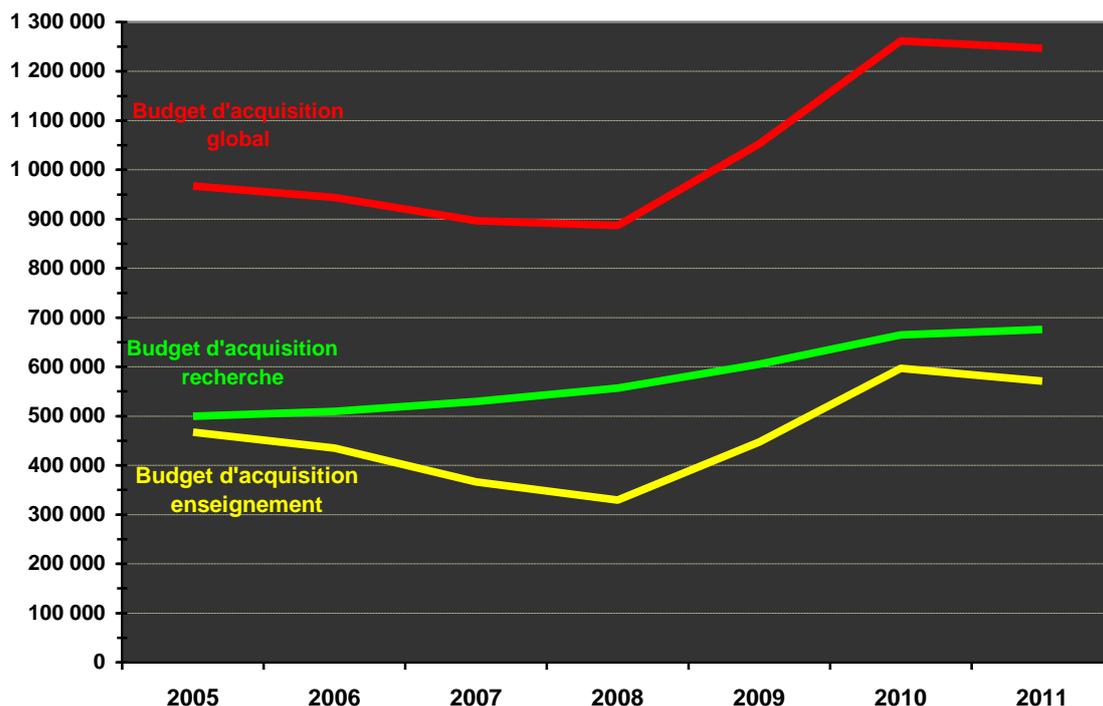
En 2009, la démonstration a été faite au niveau de la Présidence, du CS et du CA que cette situation de déséquilibre résultait avant tout d'un transfert de charges inconsciemment opéré par les laboratoires vers la DBIST : en effet, cette dernière, opérateur de mutualisation documentaire de l'établissement, a souscrit ces dernières années de plus en plus d'abonnements électroniques, lesquels ont permis aux laboratoires d'effectuer les désabonnements de revues imprimés correspondants⁴⁶. Il a été ainsi mis en évidence, chiffres à l'appui, que 240 000 € de dépenses d'acquisition documentaires pour la recherche avaient été transférées, depuis 2005, des laboratoires vers la DBIST, qui se retrouvait ainsi, inflation des coûts de l'IST se surajoutant, dans la nécessité de consacrer toujours moins de ressources à l'enseignement.

L'on ne peut donc que se réjouir du net effort consenti depuis 2009, et qui permet à nouveau cette année d'assurer à peu de choses près le rééquilibrage souhaité, comme en témoigne le graphique ci-dessous⁴⁷.

⁴⁵ Non significatif en 2007 : dépenses de périodiques quasi nulles (abonnements 2007 majoritairement payés en 2006 ; abonnements 2008 payés en 2008).

⁴⁶ Lorsque la licence donnant accès à une ressource électronique exigeait le maintien d'un abonnement imprimé, c'est en outre invariablement la DBIST qui prenait à sa charge cette dépense inutile quoique juridiquement obligatoire, permettant ainsi aux laboratoires un maximum d'économies.

⁴⁷ Dans un souci de comparabilité, les chiffres de 2004 à 2007 ont été redressés (prise en compte de l'ensemble du coût de la campagne d'abonnement de l'année, qu'elle ait été acquittée l'année d'exercice ou en N-1). Depuis 2008, le paiement des abonnements a lieu uniquement au cours de l'année d'exercice, et non plus essentiellement lors de l'année N-1.



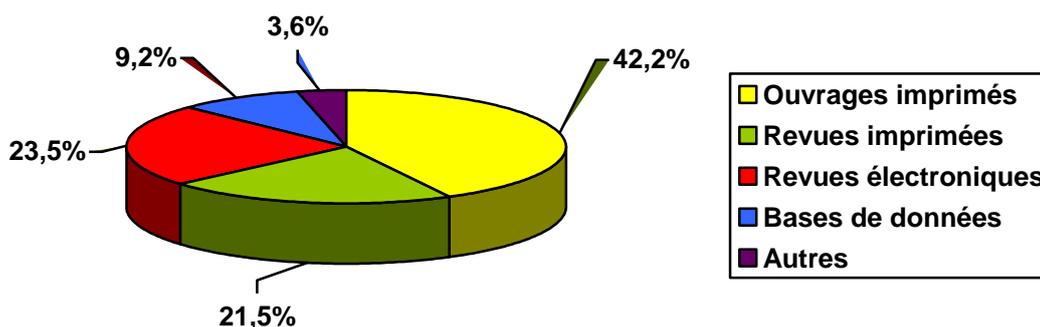
Après plusieurs années où l'écart s'était creusé entre dépenses documentaires consacrées à la recherche et ressources documentaires dévolues à l'enseignement, 2009 a marqué une nette inversion de tendance, consolidée en 2010 et encore cette année en 2011.

Répartition dépenses d'acquisition enseignement / recherche (sur 100)	2007	2008	2009	2010	2011
	40/60	37/63	43/57	47/53	46/54

La structure des dépenses d'acquisition par type de document permet d'apprécier plus finement les causes de ce résultat : les acquisitions d'ouvrages imprimés, principal support pour l'enseignement, reculent sensiblement (mais il est vrai qu'on assiste cette année à une forte hausse, compensatoire, des achats de ebooks) ; pour leur part, les dépenses consacrées aux revues électroniques, utilisées presque exclusivement par la recherche, sont multipliées par deux – c'est l'effet du passage de Science Direct au e-only ; cette évolution permet de dédoubler un nombre non négligeable d'abonnements imprimés, et ce n'est que par ce mouvement de vases communicants (allié au développement plus modeste des achats de ebooks et au maintien d'un budget d'acquisition global conséquent) que le rapport entre dépenses consacrées à l'enseignement et investissement documentaire pour la recherche trouve son point d'équilibre en 2011. **Mais l'on comprend aisément que cet exercice ne peut que rapidement trouver ses limites : il est impératif, dans les années à venir, que le modèle économique de la publication scientifique évolue afin de garantir pour les établissements la soutenabilité des dépenses documentaires. Nous sommes à la fin d'un cycle, et au bord de l'implosion d'un système, né il y a 50 ans, et qui lie très étroitement évaluation de la recherche, production de l'IST, et financiarisation de l'économie : si l'histoire ne revient jamais sur ses pas, ce qui a été fait peut toujours être fait autrement. La nouvelle donne de l'Internet, inconnu à la création du *Science Citation Index*, permet d'envisager de nouveaux modèles de publication (*open access*, dans toutes ses variantes : *green*, *gold*, *platinum*) et d'analyse de l'impact des publications (fondée non sur la notoriété des revues mais sur le taux de consultation des publications elles-mêmes).**

Acquisitions par type de document	2011	Rappel 2010	Evolution
Ouvrages imprimés	525 927 €	597 127 €	- 11,9%
Revue imprimées	268 280 €	393 706 €	- 31,9%
Revue électroniques	293 002 €	143 380 €	+ 104,3%
Bases de données	114 475 €	108 287 €	+ 5,7%
Autres (notamment, ebooks...)	45 305 €	19 542 €	+ 131,8%
TOTAL	1 246 989 €	1 262 042 €	- 1,2%

Acquisitions 2011 par type de document



Sur le plan de l'équilibre entre disciplines, l'effort d'acquisition ne peut s'apprécier sur la base des seules dépenses réalisées. Il y a également à tenir compte :

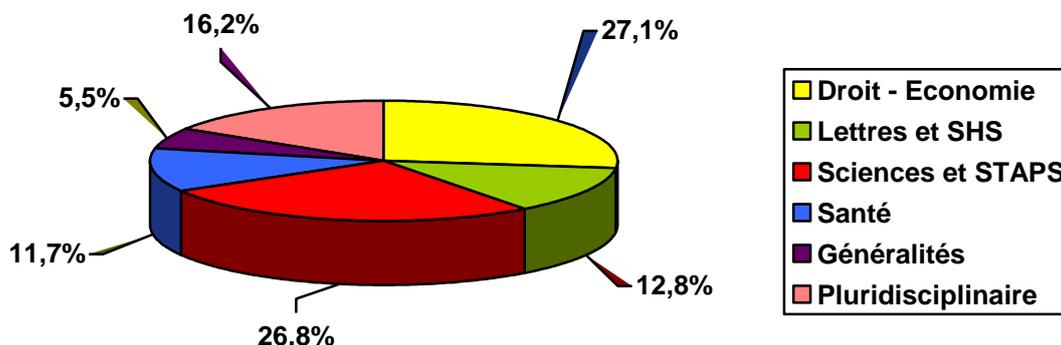
- du fait que dans toute discipline, quel que soit le nombre d'utilisateurs à desservir, un fonds de référence est à constituer, qui peut être relativement important (comme en Lettres par exemple) ;
- de la vitalité des différents secteurs éditoriaux, et des particularités documentaires des disciplines (poids des manuels dans l'enseignement par exemple, qui peut être considérable comme en droit ou en médecine) ;
- du coût de la documentation, qui varie beaucoup d'un domaine à l'autre (voir ci-dessous)
- du poids, à l'UVSQ, du public à desservir (voir ci-dessous) ;
- de l'usage constaté des collections existantes (voir pages suivantes).

En outre, certaines ressources électroniques pluridisciplinaires sont impossibles à rattacher à un domaine précis, du fait de leur mode de facturation forfaitaire (rubrique « pluridisciplinaire »)⁴⁸.

Acquisitions par domaine disciplinaire	2011	Rappel 2010	Evolution
Droit - Economie	337 510 €	355 377 €	- 5%
Lettres et SHS	159 275 €	222 213 €	- 28,3%
Sciences et STAPS	334 521 €	419 987 €	- 20,4%
Santé	146 020 €	163 990 €	- 11%
Généralités	68 227 €	46 696 €	+ 46,1%
Pluridisciplinaire	201 436 €	53 779 €	+ 274,6%
TOTAL	1 246 989 €	1 262 042 €	- 1,2%

⁴⁸ Bases de données et bouquets de revues de Blackwell-Wiley, Elsevier, JStor, Springer, Techniques de l'Ingénieur.

Acquisitions 2011 par domaine disciplinaire



Coût moyen unitaire 2011 (en €)					
Domaine disciplinaire	Droit - Economie	Lettres et SHS	Sciences et STAPS	Santé	Généralités
Ouvrage imprimé	48,77 €	29,86 €	53,06 €	24,14 €	39,11 €
Revue imprimée	293,67 €	158,54 €	592,49 €	858,90 €	237,93 €

Public à desservir : ventilation par niveau et discipline (2010-2011)					
Domaine disciplinaire	Droit - Economie	Lettres et SHS	Sciences et STAPS	Santé	TOTAL
Etudiants L	2 909	2 248	2 919	1 187	9 263
Etudiants M	1 745	1 212	1 485	745	5 187
Etudiants D	172	153	284	898	1 507
Enseignants-chercheurs	96	89	246	131	562
TOTAL	4 922	3 702	4 934	2 961	16 519
<i>RAPPEL 2010</i>	<i>5 201</i>	<i>3 478</i>	<i>4 461</i>	<i>2 859</i>	<i>15 999</i>

Tous ces paramètres sont croisés annuellement dans le Plan de développement des collections (PDC) du service, afin de programmer scientifiquement et budgétairement les acquisitions à réaliser (voir I, 1.1).

2.1.2.2 ACQUISITIONS D'OUVRAGES IMPRIMES

Ouvrages imprimés : acquisitions 2011						
Domaine disciplinaire	Titres	Volumes	€	Rappel 2010	Coût moyen	Rappel 2009
Droit – Economie Ouvrages français	3 099	5 703	164 672	176 821	48,77 €	101,60 €
Droit – Economie Ouvrages étrangers	292	295	20 258	27 022		
<i>Sous total</i>	<i>3 391</i>	<i>5 998</i>	<i>184 930</i>	<i>203 843</i>		
Lettres et SHS Ouvrages français	2 232	2 887	75 338	120 198	29,86 €	29,65 €
Lettres et SHS	630	662	22 255	38 318		

Ouvrages étrangers						
<i>Sous total</i>	<i>2 862</i>	<i>3 549</i>	<i>97 593</i>	<i>158 516</i>		
Sciences et STAPS Ouvrages français	2 850	4 068	110 345	125 993	53,06 €	79,70 €
Sciences et STAPS Ouvrages étrangers	270	317	25 045	19 158		
<i>Sous total</i>	<i>3 120</i>	<i>4 385</i>	<i>135 390</i>	<i>145 151</i>		
Santé Ouvrages français	1 005	2 933	70 801	71 589	24,14 €	28,91 €
Santé Ouvrages étrangers	0	0	0	0		
<i>Sous total</i>	<i>1 005</i>	<i>2 933</i>	<i>70 801</i>	<i>71 589</i>		
Généralités Ouvrages français	1 879	2 209	36 967	16 766	39,11 €	30,12 €
Généralités Ouvrages étrangers	4	4	246	1 262		
<i>Sous total</i>	<i>1 883</i>	<i>2 213</i>	<i>37 213</i>	<i>18 028</i>		
TOTAL	12 261	19 078	525 927	597 127	38,99€	54,00€

Un effort particulier est porté dans le domaine des acquisitions d'ouvrages à l'UVSQ, par rapport au SCD français moyen, mais c'est aussi que la collection existante reste très en deçà de la moyenne nationale.

Evaluation de l'effort documentaire	2011	Rappel 2010	France 2009 ⁴⁹
Ouvrage acquis par étudiant	1,2	1,3	0,6
Ouvrages présents dans les collections par étudiant	12,9	12,3	20,2

Le calcul de l'accroissement net des collections d'ouvrages imprimés n'est pas seulement fonction des acquisitions à titre onéreux. L'on doit par ailleurs tenir compte :

- des entrées par dons (voir *supra*, II, 2.1.1) ;
- des disparitions, mesurées lors de l'inventaire annuel (documents perdus par les lecteurs ou volés) : voir tableau ci-dessous ;
- du pilon⁵⁰.

Dewey	Discipline correspondante	% documents pilonnés	% documents disparus
000	Généralités Informatique Bibliothéconomie Médias	1,89%	0,27%
100	Philosophie Psychologie Éthique	<0,1%	<0,1%
200	Religions	0%	0%
300	Sciences sociales Economie Droit	0,82%	0,32 %
400	Linguistique	0,49 %	<0,1%

⁴⁹ Derniers chiffres nationaux disponibles, d'après l'application en ligne ASIBU.

⁵⁰ A ne pas confondre avec le désherbage, qui consiste seulement à retirer un document du libre-accès. Selon les cas, le désherbage aboutit à la réparation du document, à son rachat (éventuellement dans une édition plus récente), à son remplacement par un titre équivalent, à son placement en magasin, à sa destruction (pilon). Le pilon concerne essentiellement à l'UVSQ les éditions de manuels devenues obsolètes ou physiquement délabrées, la fraîcheur requise étant variable selon les disciplines : forte en droit ou médecine par exemple, faible en lettres ou mathématiques.

	Langues		
500	Mathématiques Sc. Physiques - Chimie Sciences de la Vie et de la Terre	1,47%	<0,1%
600 NLM Internat	Médecine Gestion Management Sciences de l'ingénieur et génie	4,5%	0,34%
700	Arts Histoire de l'art Sports	0,13%	<0,1%
800	Littératures	<0,1%	<0,1%
900	Histoire Géographie	0,16%	<0,1%
TOTAL		1,48%	0,22%
<i>Rappel 2010</i>		<i>1,67%</i>	<i>0,46 %</i>

Concernant les tableaux des pages suivantes :

- le taux de rotation des ouvrages d'un fonds donné (= rapport entre le nombre d'exemplaires et le nombre de prêts), ramené au taux de rotation global des collections⁵¹, donne une indication relative quant aux priorités d'achats à venir, sur un segment de collection et pour un site particuliers ;

- le différentiel plus ou moins important entre nombre de titres et nombre de volumes indique quant à lui le dynamisme des achats de manuels destinés aux premiers cycles.

BU Guyancourt : accroissement des collections d'ouvrages et taux de rotation							
Dewey	Discipline correspondante	Titres 2011	Evolution 2010/2011	Volumes 2011	Evolution 2010/2011	Taux de rotation 2011	Rappel 2010
000	Généralités Informatique Bibliothéconomie Médias	6 902	+ 5 %	8 192	+ 5 %	0,3	0,3
100	Philosophie Psychologie Éthique	1 778	+ 4 %	2 005	+ 3 %	0,1	0,2
200	Religions	1 571	+ 5 %	1 816	+ 5 %	0,2	0,2
300	Démographie Sociologie	7 565	+ 9 %	9 480	+ 7 %	0,5	0,6
310	Statistiques	625	+ 7 %	685	+ 3 %	NS	0,2
320	Science politique	5 567	+ 6 %	7 682	+ 5 %	0,3	0,3
330	Economie	10 366	+ 21 %	16 199	+ 5 %	0,3	0,4
340	Droit	14 876	+ 9 %	26 831	+ 9 %	1,1	1,1
350	Administration publique	1 786	+ 10 %	2 402	+ 10 %	0,3	0,4
360	Politiques publiques Criminologie	1 802	+ 10 %	2 283	+ 11 %	0,3	0,4
370	Éducation Concours	1 642	+ 98 %	1 993	+ 76 %	1,3	0,6

⁵¹ Un taux de rotation ne signifie en effet rien dans l'absolu : dès lors que les collections s'accroissent, le taux de rotation a mathématiquement tendance à baisser.

380	Commerce Transports	769	+ 11 %	1 141	+ 9 %	0,3	0,3
390	Ethnologie	231	+ 5 %	251	+ 5 %	0,2	0,4
400	Linguistique Langues	2 596	+ 8 %	3 544	+ 8 %	0,9	1
500	Mathématiques Sc. Physiques Sciences de la Vie et de la Terre	3 588	+ 44 %	5 758	+ 24 %	0,4	0,5
500 600-615 NLM Internat	Biologie Médecine	7 350	+ 26 %	15 315	+ 13 %	0,6	0,8
630	Paysagisme	270	+ 41 %	386	+ 24 %	0,3	0,4
650	Gestion Management	5 749	+ 15 %	10 586	+ 17 %	1,1	1,1
700-780	Arts - Musique Histoire de l'art	2 061	+ 10 %	2 246	=	0,3	0,3
790	Sports	1 454	+ 9 %	1 688	+ 10 %	0,3	0,4
800	Littératures	13 933	+ 6 %	15 887	+ 6 %	0,2	0,3
900	Histoire Géographie	12 863	+ 10 %	16 641	+ 10 %	0,5	0,5
TOTAL		105 344	+ 12,4 %	153 011	+ 9,6 %	0,6	0,6

BU Boulogne : accroissement des collections d'ouvrages et taux de rotation							
Dewey	Discipline correspondante	Titres 2011	Evolution 2010/2011	Volumes 2011	Evolution 2010/2011	Taux de rotation 2011	Rappel 2010
600-610 NLM Internat	Médecine	4 233	- 5 %	6 432	- 2 %	2	1,6
TOTAL		4 233	- 5 %	6 432	- 2 %	2	1,6

BU Versailles : accroissement des collections d'ouvrages et taux de rotation							
Dewey	Discipline correspondante	Titres 2011	Evolution 2010/2011	Volumes 2011	Evolution 2010/2011	Taux de rotation 2011	Rappel 2010
003-006	Informatique	2 935	+ 5 %	4 642	+ 7 %	0,6	0,7
010-099	Généralités Sciences de l'information	709	- 21 %	1 067	+ 3 %	0,1	0,2
300-390	Sciences humaines	809	+ 28 %	900	+ 30 %	0,3	0,1
400	Langues	556	+ 17 %	754	+ 15 %	1,1	2,1
500-509	Sciences généralités	371	+12 %	412	+11 %	0,1	0,1

510	Mathématiques	3 672	- 1 %	7 461	+ 1 %	0,5	0,5
520	Astronomie	342	+ 2 %	439	+ 2 %	0,1	0,1
530	Physique	2 519	- 17 %	6 640	- 4 %	0,4	0,3
540	Chimie	1 522	- 5 %	3 697	- 2 %	0,7	0,6
550	Sciences de la terre	391	+ 13 %	663	+ 13 %	0,3	0,4
560	Paléontologie	16	=	22	=	NS	0
570	Sciences du vivant	1 258	+ 1 %	2 672	+ 2 %	0,8	0,7
580-590	Botanique Zoologie	338	+ 4 %	609	+ 7 %	0,2	0,2
610	Génie biomédical	538	+ 6 %	931	+ 6 %	0,3	0,4
620	Sciences de l'ingénieur	1 856	+ 17 %	2 767	+ 8 %	0,3	0,3
630	Biotechnologies	92	+ 12 %	105	+ 14 %	0,1	0
650	Gestion	174	+ 60 %	192	+ 51 %	0,2	0,3
660	Génie chimique	184	+ 33 %	267	+ 27 %	0,4	0,5
TOTAL		18 282	+ 1 %	34 240	+ 2,9 %	0,5	0,5

BU Mantes : accroissement des collections d'ouvrages et taux de rotation							
Dewey	Discipline correspondante	Titres 2011	Evolution 2010/2011	Volumes 2011	Evolution 2010/2011	Taux de rotation 2011	Rappel 2010
003-006	Informatique	155	+ 26 %	182	+ 22 %	0,5	0,6
330	Economie	274	+ 2 %	317	- 2 %	0,2	0,1
340-350	Droit – Adm. pub.	260	+ 17 %	291	+ 11 %	0,2	0,4
370	Enseignement sup.	220	+ 13 %	308	+ 10 %	0,5	0,6
420	Anglais	161	+ 15 %	202	+ 19 %	0,2	0,6
510	Mathématiques	98	+ 15 %	153	+ 15 %	0,4	0,5
530	Physique	73	+ 6 %	107	+ 8 %	0,4	0,5
620	Génie	414	+ 20 %	512	+ 17 %	0,1	0,2
650	Gestion	1 096	+ 10 %	1 316	+ 6 %	0,2	0,3
-	Autres	491	+ 112 %	577	+ 56 %	0,3	0,4
TOTAL		3 242	+21,3%	3 965	+14,5%	0,3	0,4
BU Vélizy : accroissement des collections d'ouvrages et taux de rotation							
Dewey	Discipline correspondante	Titres 2011	Evolution 2010/2011	Volumes 2011	Evolution 2010/2011	Taux de rotation 2011	Rappel 2010
003-006	Informatique	832	+ 31 %	1 155	+ 26 %	0,3	0,2
300	Sciences humaines	187	- 21 %	218	- 19 %	<0,1	0,1
378	Enseignement sup.	110	+ 24 %	144	+ 7 %	0,1	0,1

420	Anglais	59	+ 16 %	76	+ 13 %	0,3	0,7
510	Mathématiques	202	+ 6 %	316	+ 5 %	0,9	0,5
530	Physique	66	+ 10 %	103	+ 11 %	0,4	0,4
620	Génie	469	+ 12 %	675	+ 11 %	<0,1	0,1
-	Autres	656	+ 17 %	722	+ 14 %	0,2	0,1
TOTAL		2 581	+15%	3 409	+12,8%	0,3	0,5
BU Rambouillet : accroissement des collections d'ouvrages et taux de rotation							
Dewey	Discipline correspondante	Titres 2011	Evolution 2010/2011	Volumes 2011	Evolution 2010/2011	Taux de rotation 2011	Rappel 2010
003-006	Informatique	84	+ 33 %	94	+ 31 %	<0,1	0,1
300	Sciences sociales	110	+ 7 %	123	+ 10 %	0,1	0,1
330	Economie	387	+ 10 %	458	+ 14 %	<0,1	0,1
340/350	Droit – Adm. pub.	184	+ 16 %	216	+ 15 %	0,1	0,1
378	Enseignement sup.	162	+ 23 %	252	+ 22 %	0,7	0,4
380	Commerce	49	- 27 %	58	- 28 %	0,4	0,1
420	Anglais	104	+ 14 %	174	+ 18 %	0,5	0,2
510	Mathématiques	88	+ 27 %	150	+ 19 %	<0,1	0,2
650	Gestion	1 455	+ 15 %	1 733	+ 16 %	0,2	0,2
-	Autres	827	+ 20 %	904	+ 20 %	0,2	0,1
TOTAL		3 450	+15,4%	4 162	+16,2%	0,2	0,2

2.1.2.3 ACQUISITIONS DE REVUES IMPRIMEES

Revue imprimées : acquisitions 2011						
Domaine disciplinaire	Titres	Rappel 2010	€	Rappel 2010	Coût unitaire	Rappel 2010
Droit – Economie Revue françaises	181	189	36 448	37 547	293,67 €	311,16 €
Droit – Economie Revue étrangères	74	79	38 437	45 843		
Sous total Droit - Economie	255	268	74 885	83 390		
Lettres et SHS Revue françaises	157	149	13 556	10 573	158,54 €	132,03 €
Lettres et SHS Revue étrangères	101	90	27 348	20 982		
Sous total Lettres et SHS	258	239	40 904	31 555		
Sciences et STAPS Revue françaises	109	49	11 872	7 744	592,49 €	1 532,87 €
Sciences et STAPS Revue étrangères	54	86	84 704	199 194		
Sous total Sciences et STAPS	163	135	96 576	206 938		
Santé Revue françaises	23	36	6 834	15 697	858,90 €	784,41 €
Santé Revue étrangères	18	41	28 381	44 703		

Sous total Santé	41	77	35 215	60 400		
Généralités - Presse Revues françaises	70	43	7 423	2 907	237,93 €	196,95 €
Généralités - Presse Revues étrangères	17	15	13 277	8 516		
Sous total Généralités	87	58	20 700	11 423		
TOTAL	804	777	268 280	393 706	333,68 €	468,22 €

Globalement, les dépenses de revues imprimées connaissent une très forte baisse cette année, non que les coûts n'aient continué à grimper, mais du fait de désabonnements massifs : la traque des doublons imprimé/électronique au profit de ce dernier support⁵², conformément aux orientations définies dans la Charte des collections de l'établissement, a été particulièrement fructueuse cette année, notamment du fait de l'adoption d'une formule d'abonnement *e-only* pour le bouquet électronique *Science Direct* d'Elsevier, particulièrement onéreux (voir ci-dessous).

2.1.2.4 ACQUISITIONS DE DOCUMENTATION ELECTRONIQUE

Les revues électroniques étant souvent vendues avec obligation du maintien des abonnements imprimés correspondant, l'analyse des coûts réels doit s'appuyer sur des données consolidées (surcoût électronique + portefeuille d'abonnements imprimés dont le maintien est obligatoire aux termes des licences). Comme on le voit, la différence entre surcoût électronique et coût consolidé peut être considérable, et c'est sur cette base de calcul qu'une comparaison d'une année sur l'autre a un sens.

Revues électroniques 2011 : coût global				
Editeur / Distributeur (produit)	Surcoût électronique 2011 (€)	Coût consolidé 2011 (€)	Rappel coût consolidé 2010 (€)	Evolution 2010/2011
ACS (American Chemical Society)	21 379	21 379	18 384	+ 16 %
AIP/APS (American Institute of Physics/American Physical Society)	3 956	18 124	15 350	+ 18 %
Ebsco (Arctic and Antarctic regions)	1 663	1 663	1 644	+ 1 %
Cairn (Cairn)	13 955	13 955	13 932	≅
Elsevier (Science Direct)	163 226	163 226	154 934	+ 5 %
Factiva (Factiva)	9 384	9 384	9 144	+ 3 %
GIE Lextenso (Lextenso)	1 709	1 709	1 343	+ 27 %
IOP (Institute of Physics)	1 247	12 217	8 741	+ 40 %
JSTOR (JSTOR)	2 271	2 271	2 751	- 17 %
Lexis-Nexis (Jurisclasseurs)	16 090	16 090	15 713	+ 2 %

⁵² Du moins quand cela est possible : en effet, les licences contractées auprès de certains éditeurs imposent le maintien de l'abonnement imprimé, ou du moins du chiffre d'affaire équivalent ; par ailleurs, le désabonnement à la version imprimée d'un titre n'est possible que lorsque l'archivage de la version électronique et l'accès pérenne à cette archive sont garantis par une institution publique.

Lippincott (bouquet de revues médicales à la carte)	21 248	21 248	20 056	+ 6 %
RSC (Royal Society of Chemistry)	4 450	8 152	5 083	+ 60 %
Springer (Springerlink)	9 821	20 867	22 596	- 8 %
Wiley (Wiley online library, incluant Permafrost and periglacial processes)	22 603	54 563	52 353	+ 4 %
TOTAL	293 002	364 848	342 024	+ 6,7 %
TOTAL à périmètre constant 2010	293 002	364 848	342 024	+ 6,7 %

Rappelons que la hausse de 5% du coût consolidé de l'abonnement à *Science Direct* n'est qu'apparente : par les désabonnements de titres imprimés qu'a permis le passage au *e-only*, la hausse du coût de *Science Direct* est quasiment annulée en 2011.

En revanche, le coût des ressources en Physique et Chimie connaît en 2011 des envolées spectaculaires, et injustifiées, le périmètre des bouquets concernés n'ayant pas varié depuis l'an dernier.

Un simple regard sur les prix ne rend néanmoins pas justice à la rentabilité d'une ressource : le coût consolidé doit être recoupé avec l'usage constaté... par l'éditeur, qui en l'absence d'outil simple et normalisé de collecte des statistiques de consultation, reste le principal pourvoyeur de données dans ce domaine, malgré différents chantiers internationaux qui travaillent aujourd'hui à faire évoluer cette situation.

Revue électronique 2011 : coût à la consultation						
Editeur / Distributeur (produit)	Téléchargements 2011	Rappel 2010	Evolution 2010/2011	Coût (consolidé) / téléchargement	Rappel 2010	Evolution 2010/2011
ACS (American Chemical Society)	17 651	17 364	+ 2 %	1,21 €	1,06 €	+ 14 %
AIP/APS (American Institute of Physics/American Physical Society)	4 077	3 634	+ 12 %	4,44 €	4,22 €	+ 5 %
Ebsco (Arctic and Antarctic regions)	257	305	- 16 %	6,47 €	5,39 €	+ 20 %
Cairn (Cairn)	8 154	8 954	- 9 %	1,71 €	1,56 €	+ 10 %
Elsevier (Science Direct)	47 363	44 272	+ 7 %	3,45 €	3,50 €	- 2 %
Factiva (Factiva)	8 576	8 736	- 2 %	1,09 €	1,05 €	+ 4 %
GIE Lextenso (Lextenso)	16 991	7 697	+ 121 %	0,10 €	0,17 €	- 41 %
IOP (Institute of Physics)	886	1 062	- 17 %	13,79 €	8,23 €	+ 68 %
JSTOR (JSTOR)	6 097	4 068	+ 50 %	0,37 €	0,68 €	- 46 %

Lexis-Nexis (Jurisclasseurs)	144 047	48 884	X 2,9 !	0,11 €	0,32 €	- 66 %
Lippincott (bouquet de revues médicales à la carte)	208	63	x 3,3	102,15 €	318,35 €	- 68 %
RSC (Royal Society of Chemistry)	4 619	4 596	+ 0,5 %	1,76 €	1,11 €	+ 59 %
Springer (Springerlink)	5 522	5 279	+ 5 %	3,78 €	4,28 €	- 12 %
Wiley (Wiley online library)	12 256	11 390	+ 8 %	4,45 €	4,60 €	- 3 %
TOTAL	276 704	166 304	+ 66,4 %	1,06 €	2,06 €	- 48,5 %
TOTAL à périmètre constant 2010	276 704	166 304	+ 66 %	1,06 €	2,06 €	- 48,5 %

Une fois de plus, en 2011, le taux de consultation des revues électroniques progresse de 66%, même si ce résultat global cache de fortes disparités selon les ressources. Mécaniquement, donc, la rentabilité des bouquets en abonnement progresse (coût au téléchargement en baisse de près de plus de 48%) même si là encore plus qu'ailleurs, de fortes disparités existent, et que le coût à l'article reste déterminant pour décider ou non de la reconduite d'un abonnement à l'avenir. **La hausse du coût de l'abonnement annuel des bases de revues en Physique et Chimie n'en apparaît que plus injustifiée...**

Bases de données 2011 : coût global			
Editeur / Distributeur (produit)	Coût 2011 (€)	Rappel 2010 (€)	Evolution 2010/2011
AMS (MathScinet)	0	280	NS ⁵³
Garnier-Champion (Bibliothèque des Lettres + Corpus de la littérature médiévale + Corpus de la littérature narrative + Godefroy)	3 211	3 211	=
Dalloz (Dalloz en ligne)	11 665	11 665	=
Ebsco (Business Source Premier + Regional Business News + Vente et gestion + Econlit + Marketline)	11 578	13 079	- 11,5 %
Ebsco (FRANCIS + ERIC + PASCAL + Medline)	8 243	7 671	+ 7,5 %
Ebsco (Greenfile)	0	0	=
Ebsco (MLA)	4 460	4 315	+ 3 %
Elsevier-Masson (EM Premium)	17 629	6 940	+ 154 %
Francis Lefebvre (Navis et Mementis)	5 642	5 326	=
Kompass (Kompass France)	2 772	2 772	=
Lamy (Lamyline Ref'lex)	7 630	5 852	+ 30 %
LegalNews (LegalNews)	2 392	Nouveauté	Sans objet
Lexbase (Lexbase)	3 057	2 990	+ 2 %

⁵³ Abonnement désormais pris en charge financièrement par le Laboratoire de Mathématiques de Versailles (LMV).

Oxford University Press (Oxford English Dictionary)	1 941	1 875	+ 3,5 %
Springer (Zentralblatt)	652	658	- 0,9 %
Techniques de l'Ingénieur (TI)	20 733	20 000	+ 4 %
Transactive (Le Doctrinal Plus)	9 608	7 132	+ 35 %
Wolters Kluwer (KluwerArbitration)	3 262	<i>Nouveauté</i>	Sans objet
TOTAL	114 475	93 766	+ 22 %
TOTAL à périmètre constant 2010 (hors ressources désabonnées en 2011⁵⁴)	108 505	93 766	+ 16 %

A périmètre constant 2010, le coût global des abonnements aux bases de données en ligne augmente de 16%, mais cette hausse est principalement le fait de l'explosion du prix de l'abonnement à la base EM Premium d'Elsevier-Masson (+ 154% !), même si la hausse de tarifs d'abonnement de Transactive et Lamy ne doivent pas être négligées (autour de 30% de hausse pour ces deux ressources).

Mais là encore, un simple regard sur les prix ne dit rien de la rentabilité d'une ressource : le coût de l'abonnement doit être recoupé avec l'usage constaté... par l'éditeur une fois de plus, qui en l'absence d'outil simple et normalisé de collecte des statistiques de consultation, reste le principal pourvoyeur de données dans ce domaine, malgré différents chantiers internationaux qui travaillent aujourd'hui à faire évoluer cette situation.

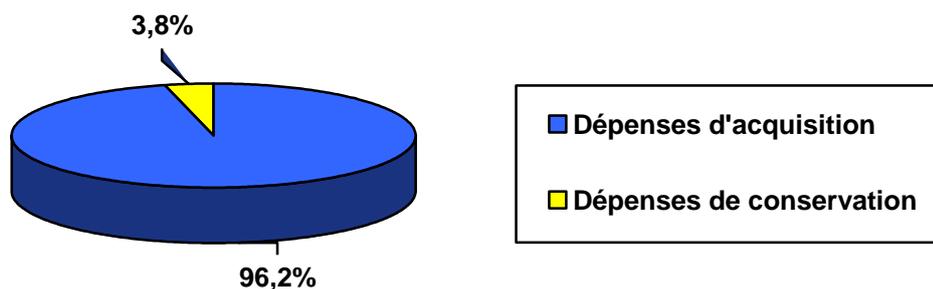
Bases de données 2011 : coût à la consultation						
Editeur / Distributeur (produit)	Téléchargements 2011	Rappel 2010	Evolution 2010/2011	Coût / téléchargement	Rappel 2010	Evolution 2010/2011
AMS (MathScinet)	9 102	12 284	- 26 %	0 €	0,02 €	Sans objet
Garnier-Champion (Bibliothèque des Lettres + BASILE + Corpus de la littérature médiévale + Godefroy)	623	380	+ 64 %	5,15 €	8,45 €	- 39 %
Dalloz (Dalloz en ligne)	85 857	64 936	+32%	0 ,14€	0,18 €	-22%
Ebsco (Business Source Premier + Regional Business News + Vente et gestion + Econlit + Marketline)	17 444	17 332	+0,6%	0,66 €	0,75 €	- 12 %
Ebsco (FRANCIS + ERIC + PASCAL + Medline)	14 739	14 782	- 0,3 %	0,56 €	0,52 €	+ 8 %
Ebsco (Greenfile)	1 044	1 902	- 45 %	0	0	=
Ebsco (MLA)	2 366	2 560	- 9 %	1,88 €	1,68 €	+ 12 %

⁵⁴ Du fait d'une rentabilité médiocre (nombre de consultations insuffisantes au regard du coût annuel), ont été en effet désabonnées en 2011 les bases HAPI d'Ebsco, *Historical Abstracts* de Clio, et JCR de Thomson scientifique.

Elsevier-Masson (EM Premium)	2 681	NC	Sans objet	6,57 €	NC	Sans objet
Francis Lefebvre (Navis et Mementis)	28 757	7 646	x 3,8 !	0,18 €	0,70 €	- 74 %
Kompass (Kompass France)	769	100	x 7,7	3,60 €	27,72 €	- 87 %
Lamy (Lamyline Ref'lex)	40 004	9 003	x 4,4 !	0,19 €	0,65 €	- 71 %
LegalNews (LegalNews)	31 085	Nouveauté	Sans objet	0,08€	Nouveauté	Sans objet
Lexbase (Lexbase)	17 222	8 384	+ 105 %	0,18 €	0,36 €	- 50 %
Oxford University Press (Oxford English Dictionary)	641	2 639	- 76 %	3,03 €	0,71 €	x 4,3
Springer (Zentralblatt)	NC	NC	Sans objet	NC	NC	Sans objet
Techniques de l'Ingénieur (TI)	5 646	4 667	+ 21 %	3,67 €	4,28 €	- 14 %
Transactive (Le Doctrinal Plus)	9 538	3 140	x 3 !	1,01 €	2,27 €	- 55,5 %
Wolters Kluwer (KluwerArbitration)	6 898	Nouveauté	Sans objet	0,47€	Nouveauté	Sans objet
TOTAL	274 916	152 664	80%	0,42€	0,71 €	- 41%
TOTAL à périmètre constant 2010 (hors ressources désabonnées en 2011)	236 933	143 463	65%	0,46 €	0,66 €	-30%

2.2 CONSERVATION

Dépenses documentaires 2011 : ventilation



2.2.1 CONSERVATION PREVENTIVE

Dépenses de conservation préventive 2011 (en €)						
Site	Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet
Equipement	31 008	1 817	16 987		3 523	

Reliure	8 648	0	5 590	0
TOTAL	39 656	1 817	22 577	3 523
	67 573			
<i>Rappel 2010</i>	<i>102 767</i>			

L'équipement⁵⁵ des documents comprend une part d'opérations de conservation préventive (couverture, et/ou renforcement des mors), visant à prolonger la vie des ouvrages, particulièrement pour ceux présentant une fragilité structurelle (éditions « coupé-collé ») et/ou fréquemment manipulés.

Depuis 2005, du fait d'acquisitions plus massives, une partie de l'équipement a dû être externalisée, l'équipe des magasiniers ne pouvant faire face à la fois à une hausse de leur charge de service public (augmentation des horaires d'ouverture) et au doublement du nombre de documents à équiper. Un premier marché a donc été passé en 2005, renouvelé en 2006, puis en 2008 et en 2011, pour trois ans, et dont l'attributaire actuel est Rénov' Livres. Les documents sont envoyés estampillés, antivolés, munis de leur code-barres, et reviennent couverts et cotés (parfois, lorsque la fragilité des ouvrages confiés le nécessite, comme en Médecine, Rénov' Livres procède en sus, sur demande de la BU, à une dépose de la couverture et à son remontage sur carton fort).

La reliure est pour les revues le pendant de l'équipement pour les ouvrages. Un chantier de reliure rétrospective a été engagé en 2004, dans la perspective de la mise en libre-accès dans les nouvelles BU de Guyancourt et de Versailles d'un maximum de collections de titres vivants (le reste des collections trouvant place en magasin). Ce chantier a pris fin en 2010, ce qui explique, avec la réduction du portefeuille d'abonnements imprimés au profit des bouquets de revues électroniques (1 039 titres en 2007, 804 fin 2011), la forte décreue depuis 2010 des dépenses consacrées à la reliure.

A noter qu'en médecine, les périodiques ne sont pas reliés, mais mis en boîtes pour rangement en rayons ou magasins, l'obsolescence rapide de leur contenu ne nécessitant pas, hormis à la BIUM et dans le cadre du plan de conservation partagé d'Île-de-France (auquel participe le SCD de l'UVSQ), principalement pour le public des historiens de la médecine, une conservation pérenne.

De même, les périodiques des BU des IUT, parce qu'ils doublonnent des collections déjà existantes à Versailles ou Guyancourt, ne sont pas reliés.

2.2.2 CONSERVATION CURATIVE

L'équipement, même s'il constitue le socle de la conservation préventive, ne peut empêcher les inévitables dégradations dues au vieillissement des documents et à leur manipulation fréquente, particulièrement pour les ouvrages « coupés-collés ». Tout document abîmé est transmis à des magasiniers spécialisés, qui évaluent si une réparation est possible (pages à recoller, dos à consolider, mors à renforcer) ou s'il faut pilonner et racheter le document.

Le nombre de documents réparés sur place s'est élevé à environ **200 volumes** en 2011.

Les opérations plus invasives sont rares, mais lorsqu'elles sont nécessaires, elles sont confiées à des prestataires extérieurs (désinfection par exemple, confiée au centre spécialisé de la Bibliothèque nationale de France, à Bussy-Saint-Georges).

⁵⁵ L'équipement consiste aux opérations suivantes : estampillage (pose de la marque de propriété), pose d'un code à barres (qui permet l'inventaire et le prêt), antivolage, plastification, rondage (pose d'une étiquette de cote permettant le classement en rayons).

3 VALORISER

3.1 SOUTIEN A LA REUSSITE DES ETUDIANTS

3.1.1 INFRASTRUCTURES

3.1.1.1 HORAIRES D'OUVERTURE

Ouverture au public en 2011						
Site	Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet
H. /semaine	65,5	77,5	52,5	45	45	42,5
<i>Rappel 2010</i>	65,5	77,5	52,5	45	45	42,5
J. /semaine	6	6	5	5	5	5
<i>Rappel 2010</i>	6	6	5	5	5	5
J. /an	255	263	215	182	183	201
<i>Rappel 2010</i>	238	241	210	196	179	202
H. /an	2 689	3 222	2 127	1 638	1 587	1 708
<i>Rappel 2010</i>	2 452	3 004	2 058	1 616	1 513	1 714

Pondéré des taux de fréquentation des différents sites, l'ouverture hebdomadaire moyenne des BU de la DBIST de l'UVSQ s'établit en 2011 à **61h08** contre 59h48 en 2010, soit une augmentation de plus d'une heure en moyenne par semaine en un an : il faut y voir l'effet des extensions d'horaires adoptées en cours d'année 2010, et qui ont pesé en 2011 tout au long de l'année. **Avec deux bibliothèques labellisées NoctamBU, il est probable que la DBIST a désormais atteint son amplitude d'ouverture maximale au public, nettement supérieure à la moyenne nationale de 55h27⁵⁶.** Du reste, les usagers semblent désormais satisfaits des horaires pratiqués : une nouvelle enquête de satisfaction permettra probablement d'objectiver ce sentiment en 2012.

Rappelons que tous les élargissements d'horaires conduits depuis 2008 doivent beaucoup au soutien du Conseil régional d'Île-de-France, qui finance à hauteur de 70% le coût global employeur du dispositif (31 contrats de vacataire étudiant signés en 2011 dans ce cadre).

L'ouverture des samedis est un franc succès : à Guyancourt, de 130 entrées au mieux le samedi matin en 2007, l'on est ainsi passé à une moyenne de 750 entrées en 2011, avec des pics à plus de 1 000 entrées en mars (à titre de comparaison, la BU de Guyancourt a connu en moyenne 1 730 entrées par jour en 2011) ; à Boulogne, la moyenne s'établit à 128 entrées par samedi, avec des pics à 220 en février, pour, rappelons-le, à peine 30 places assises (et une moyenne de 250 entrées par jour en 2011).

⁵⁶ Chiffre 2009, dernier connu via l'application en ligne ASIBU. Mais il est improbable qu'en deux ans ce chiffre ait fait un grand bond en avant.

3.1.1.2 PARC INFORMATIQUE

Site	Nombre de postes informatiques publics	Nombre d'étudiants pour un poste informatique public
Guyancourt	93	102
Boulogne	3	303
Versailles	6	595
Mantes	5	131
Vélizy	3	263
Rambouillet	8	65
TOTAL	118	135
<i>Rappel 2010</i>	116	133
Prescription usuelle		100

Les excellents scores de Guyancourt et Rambouillet sont un peu l'arbre qui cache la forêt : la situation est très insatisfaisante à Boulogne et Vélizy, à peine acceptable à Mantès, catastrophique à Versailles : **6 ordinateurs à la bibliothèque, pour un campus des sciences de plus de 3 500 étudiants !** Si les opérations immobilières programmées à l'UVSQ devraient radicalement changer la donne pour Versailles, et, dans un avenir moins proche, pour Mantès, la situation de Boulogne reste désespérante, les surfaces inadaptées de ce site très fréquenté rendant impossible tout accroissement du parc informatique...

S'il n'a été possible en 2011 que de jouer marginalement sur le quantitatif, le qualitatif a en revanche fait l'objet d'une nette amélioration, grâce au déploiement par la Direction des systèmes d'information de l'établissement de nouveaux serveurs de domaine pour les sites de Guyancourt, Versailles et Vélizy : conformément aux engagements pris par la DBIST en 2010 suite à l'enquête de satisfaction Libqual+ de 2009, les postes informatiques de ces sites disposent désormais d'outils de bureautique *open source*, et de la possibilité de sauvegarder son travail sur clé USB. Des avancées très appréciées des étudiants des sites concernés, et dont il faut espérer la généralisation prochaine à toutes les BU.

Enfin, si les étudiants de Guyancourt disposent de tables de lecture câblées, leur permettant de se connecter à l'Internet à partir de leur microordinateur portable personnel, et si une solution similaire, mais basée sur la technologie WiFi, a été mise en place à Versailles en 2009, il convient de rappeler que la population estudiantine est encore loin d'être complètement équipée pour profiter de cette possibilité, au point que dans un nombre croissant de services documentaires universitaires, l'on prête des ordinateurs portables ou des *netbooks* à la journée ou à l'année (Paris 7, Angers, ...). Une expérience dont l'opportunité fait l'objet d'une réflexion à l'UVSQ, notamment sur le campus de Versailles (projet de « cartable numérique » de l'UFR, visant à homogénéiser l'environnement numérique de travail des étudiants en sciences, où qu'ils se trouvent : salles de cours, salles informatiques, bibliothèque, domicile).

3.1.1.3 REPROGRAPHIE

Site	Photocopies	Impressions
Guyancourt	291 360	107 445
Boulogne	8 803	21 190
Versailles	44 712	NC
Mantes	3 047	NC
Vélizy	env. 1 000	NC
Rambouillet	env. 500	NC
TOTAL	349 422	128 635
<i>Rappel 2010</i>	337 858	100 816

La quasi-stagnation du nombre de photocopies (après plusieurs années de forte baisse) se double d'une forte augmentation du nombre d'impressions, malgré un matériel obsolète et souvent en panne. La DBIST réfléchit, avec le prestataire concerné, à l'installation d'une solution multifonction plus performante (possibilité d'impression et de copie couleur, de format A4 et A3, de scannérisation⁵⁷, d'impression déportée⁵⁸) couplée à une diminution des coûts unitaires. Une nouvelle convention est actuellement à l'étude et sera signée à cet effet courant 2012.

3.1.1.4 COLLECTIONS EN LIBRE-ACCES

Site	% des collections d'ouvrages en libre-accès	% des collections de revues en libre-accès
Guyancourt	87%	19%
Boulogne	100%	100%
Versailles	86 %	1%
Mantes	95%	36%
Vélizy	100 %	100 %
Rambouillet	100 %	100%
TOTAL	90%	28%
<i>Rappel 2010</i>	<i>91%</i>	<i>29%</i>
<i>France 2009</i>	<i>46%</i>	<i>21%</i>

La part des collections d'ouvrages en libre-accès est fort logiquement en léger recul, du fait de l'accroissement annuel des collections, mais il reste très satisfaisant, par rapport à la moyenne nationale.

En ce qui concerne les revues imprimées, aucun progrès d'envergure ne pourra être mesuré avant l'ouverture au public de la nouvelle BU de Versailles, dont les importantes collections rétrospectives de périodiques sont actuellement presque entièrement en magasins.

Le libre-accès aux collections est très apprécié des lecteurs, notamment parce qu'il permet un mode de recherche par furetage très agréable⁵⁹. Pour être efficace, il suppose une signalétique importante, de qualité, et régulièrement mise à jour. Or, du fait de l'extension importante des collections depuis l'ouverture en 2005, un vaste chantier de réorganisation du libre-accès avait été conduit à Guyancourt en 2010, entraînant de nombreuses recotations et mouvements de collections. Le budget alloué au service en 2011 a permis de dégager les crédits nécessaires pour une refonte complète de la signalétique, chantier conduit avec beaucoup d'efficacité et d'efficience par Corine LEGRAND, sous l'égide d'Amélie CHURCH.

3.1.2 POLITIQUE DE PRET

Promouvoir les fonds disponibles en optimisant la rencontre entre l'utilisateur et le document passe également par une politique de prêt la plus libérale possible, eu égard à la nécessité pour les fonds de conserver un taux de rotation suffisant pour couvrir un maximum de besoins (**cela passe aussi par des crédits substantiels dédiés aux achats de manuels en plusieurs exemplaires : voir II, 2.1.2.1 et II, 2.1.2.2 ci-dessus**).

⁵⁷ *De jure*, à l'UVSQ, les fonctionnalités de scanner ne pourront être utilisées que pour la reproduction de notes de cours manuscrites, respect de la propriété intellectuelle oblige.

⁵⁸ Il s'agit d'un système logiciel permettant de lancer une impression depuis n'importe quel ordinateur, y compris personnel, où qu'il soit localisé dans le monde, et de récupérer son document à la BU ultérieurement, sur l'une des imprimantes du service, sur quelque site où elle se trouve.

⁵⁹ Mais pas toujours complet : seule la consultation du catalogue en ligne permet d'avoir connaissance des ouvrages empruntés (1/3 de la collection globale est ainsi en permanence absente des rayonnages).

La politique de prêt du service est à cet égard particulièrement ouverte au regard de ce qui se pratique dans les grandes universités parisiennes ; elle manifeste également le rôle social de la DBIST dans le traitement qui est réservé aux étudiants salariés :

- les étudiants de 1^{er} cycle non-salariés et les lecteurs autorisés⁶⁰ peuvent emprunter jusqu'à 4 documents pour une durée de 3 semaines ; les étudiants de 1^{er} cycle salariés jusqu'à 4 documents pour 6 semaines ;
- les étudiants de 2^e cycle et les préparatoires UVSQ des concours peuvent emprunter autant de documents que souhaité pour une durée de 6 semaines ;
- les étudiants de 3^e cycle peuvent emprunter autant de documents que souhaité pour une durée de 8 semaines ;
- les personnels de l'UVSQ et assimilés (chercheurs des EPST membres de laboratoires en cotutelle avec l'UVSQ par exemple) peuvent emprunter autant d'ouvrages que souhaité pour une durée de 6 mois : l'objectif est de mieux caler l'offre du service sur le rythme et les pratiques de travail des enseignants.

Enfin, les étudiants des établissements du PRES⁶¹ UniverSud-Paris bénéficient par convention croisée des mêmes conditions de prêt que leurs camarades de l'UVSQ.

A noter toutefois que les ouvrages de médecine connaissent un régime plus restrictif, avec une durée de prêt limitée à 15 jours et 4 documents : afin de donner à chacun sa chance, la rotation des documents s'impose dans une filière où, au sein d'une même cohorte, les étudiants sont deux fois placés, dans leur cursus, en situation de compétition.

3.1.3 FORMATION ET CULTURE

3.1.3.1 FORMATION DES USAGERS

Visites de BU en 2011							
Site	Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet	TOTAL
Visites	4	4	4	12	14	0	38
Visiteurs	79	4	275	191	171	0	720
<i>Rappel visiteurs 2010</i>	320	0	143	209	248	40	960

Le nombre d'étudiants ayant bénéficié d'une visite de BU baisse sensiblement en 2011, spécialement à Guyancourt.

Formation dans les cursus en 2011 ⁶²							
Site	Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet	TOTAL
Heures dispensées	62,5	0	16,5	4,5	0	0	83,5
Etudiants en L	1 410	0	373	58			1 841
Etudiants en M	321	0	115	0	0	0	436
Etudiants en D	48	0	0	0	0	0	48
TOTAL	1 779	0	488	58			2 325
<i>Rappel 2010</i>	1 321	16	540	229			2 106

⁶⁰ Lecteurs hors étudiants, enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs travaillant à l'UVSQ.

⁶¹ Pôle de recherche et d'enseignement supérieur.

⁶² C2i (Certificat Informatique et Internet) inclus.

Le nombre d'étudiants formés progresse sensiblement, principalement du fait de la pénétration du dispositif C2i : le nombre d'étudiants formés hors C2i reste quant à lui stable par rapport à 2010, année pendant laquelle **la DBIST a procédé à une rénovation en profondeur de son offre de formation**, qui se décline désormais en 5 dispositifs :

- des parcours Découverte en petits groupes, d'une heure maximum, sur inscription, à destination des primo-arrivants à l'UVSQ, consistant en une visite de la bibliothèque et une présentation de ses services sur place et à distance ;
- des tutoriels en ligne, présentant le mode d'emploi des outils documentaires les plus courants ou problématiques ;
- des ateliers documentaires pratiques, de 30 mn maximum, en petits groupes, sur inscription, portant sur une ressource ou un outil particulier ;
- des parcours Boîte à outils, à l'initiative des enseignants, pour leurs étudiants à partir du L3, formation à la carte consistant en une séquence pédagogique de plusieurs heures centrée sur les besoins spécifiques d'une discipline ou d'un diplôme ;
- le service à la carte « Empruntez un bibliothécaire ! », à destination des départements, laboratoires, chercheurs, enseignants et enseignants-chercheurs (formations collectives ou individuelles), qui vient compléter l'offre de formation continue proposée à ces public par la DBIST dans le catalogue annuel des formations de la DRH de l'établissement.

En 2011, une plaquette de présentation conçue en partenariat avec la Direction de la communication de l'UVSQ a permis de disposer d'un support pour la promotion de cette offre de formation renouvelée.



POUR TOUS	POUR VOS PRIMO-ARRIVANTS	POUR VOS ETUDIANTS DE L3, M1, M2
Ateliers documentaires	Parcours Découverte	Parcours Boîte à outils dans votre discipline
<p>Contenu : Atelier pratique autour d'une discipline, d'une ressource ou d'un outil particulier</p> <p>Modalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Durée : 1/2 heure maximum, sur inscription ■ Planning et inscription sur www.bib.uvsq.fr (ou à la BU) ■ OÙ ? A la bibliothèque ■ Groupe de 10 étudiants maximum 	<p>Contenu : Visite de la bibliothèque Présentation des services sur place et à distance Les essentiels : ressources documentaires fondamentales de la discipline Le portail documentaire du SCD : présentation</p> <p>Modalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Durée : une heure maximum, sur inscription ■ Planning et inscription sur www.bib.uvsq.fr (ou à la BU) ■ OÙ ? A la bibliothèque ■ Groupe de 15 à 20 étudiants maximum 	<p>Contenu : Outils et des ressources spécialisés dans une discipline Evaluation critique des sources Outils de veille Construire et présenter une bibliographie</p> <p>Modalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Durée : 1 x 3 h ou 2 x 2 h minimum ■ Quand ? A l'initiative de l'enseignant. Contactez-nous ! ■ OÙ ? Salle de formation BU ou UFR ■ Groupe de 15 à 20 étudiants maximum

Dans le cadre du projet de mise en ligne des thèses de l'établissement (voir présent rapport, II 3.2.4), la DBIST réfléchit en outre, en partenariat avec les écoles doctorales et la DREDVal⁶³, à une formation à destination des doctorants, qui devrait voir le jour en 2012.

Taux de pénétration des actions de formation dans les cursus	2011	Rappel 2010
% d'étudiants de L formés dans les cursus	19,9%	18,5%
% d'étudiants de M formés dans les cursus	8,4%	5,8 %
% d'étudiants de D formés dans les cursus	3,2%	6,5%
ENSEMBLE	14,6%	13,6%

La réforme du LMD, notamment au niveau du L, reconnaît enfin explicitement l'importance, dans la société de l'information émergente, de l'acquisition à l'Université d'une culture documentaire digne de ce nom, et en promeut l'enseignement, à l'instar de ce qui se pratique depuis des décennies dans les pays développés comparables, dont la réputation des BU n'est plus à faire (pays scandinaves, germaniques, anglo-saxons).

Mais encore faut-il que certaines barrières tombent, et que les bibliothécaires soient en mesure de davantage collaborer avec les enseignants, dans **une véritable logique d'équipe pédagogique**.

Par ailleurs, au-delà de l'acquisition d'une **methodologie documentaire**, qui va de la recherche d'information jusqu'à son évaluation et sa réutilisation (il s'agit donc d'un **apprentissage de l'esprit critique**, et non d'une enseignement techniciste), des progrès considérables restent à réaliser en France quant à la place de la documentation dans la pédagogie universitaire, surtout si l'on veut lutter contre l'échec en premier cycle : **dans les pays comparables mais dont les étudiants réussissent mieux que nous, le temps d'acquisition des connaissances prend place en dehors du cours, principalement à la bibliothèque**, tandis que le temps passé avec l'enseignant vise à élucider les points obscurs, discuter les différents points de vue ou théories rencontrés au fil des lectures, ou encore acquérir en TD ou TP⁶⁴ des savoir-faire méthodologiques.

Même, dans le nouveau modèle de bibliothèque connu sous le nom de **learning centre**⁶⁵ comme dans les nouveaux espaces d'enseignement qui se développent un peu partout dans le monde anglo-saxon, l'on cherche à développer la part de travail réalisée hors la salle de classe, en s'appuyant sur **une pédagogie plus active**, par résolution de problèmes, projets en autonomie, projets tutorés, etc., et en sollicitant de façon croissante les ressources du **social learning** (apprentissage par les pairs), à mille lieues de l'obsession française du photocopié.

L'on mesure le chemin considérable que nous avons à parcourir dans les années à venir...

3.1.3.2 MANIFESTATIONS CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES

Seul le site de Guyancourt dispose d'une infrastructure (gérée avec beaucoup d'efficacité et de dévouement par Evelyne PÉAN et Virginie YELLOUZ) permettant la mise en œuvre d'une programmation un peu ambitieuse, laquelle bénéficie en interne, depuis 2010, d'une ligne budgétaire dédiée.

Les nombreuses manifestations de l'année témoignent ainsi de l'inscription serrée de la DBIST dans son environnement local et scientifique, et des collaborations étroites nouées

⁶³ Direction de la recherche, des études doctorales et de la valorisation.

⁶⁴ TD : travaux dirigés ; TP : travaux pratiques.

⁶⁵ Ce nouveau modèle promeut et exemplifie un changement de logique, visant à passer d'une *teaching library* à une *learning library*.

avec les services de l'université concernés comme avec les laboratoires de l'UVSQ et les partenaires culturels locaux.

Manifestations culturelles et scientifiques : SQY 2011

Expositions		
Date	Thème	Partenariat
Janv. – Fév. 2011	« Aragon »	Maison de la Poésie
Janv. 2011	« Danse à l'UVSQ »	Direction de la Vie Etudiante (DVE) Ecole de photographie et des techniques de l'image d'Ivry-sur-Seine (CE3P)
Mars 2011	« Sur les pas de Tagore »	Maison de la Poésie (Biennale de la poésie)
Avril 2011	« Retour d'Afrique »	Association étudiante POEME
09/05/2011 – 13/05/2011	« Europe » « Echanges européens »	Centre de Documentation européenne (CDE) - DBIST
24/05/2011 – 16/06/2011	« Les 20 ans de l'UVSQ »	Direction de la Communication
01/09/2011 – 14/10/2011	« De la poétique à la poésie »	Maison de la Poésie
10/10/2011 – 14/10/2011	« Femmes, femmes, femmes »	Direction de la Vie Etudiante (DVE) Myriam Conte, artiste peintre
17/10/2011 – 24/10/2011	« Les années 20 - 30 au cinéma »	Festival culturel DVE, association "le cinéma s'expose"
13/11/2011 – 17/12/2011	« Les Français et la guerre : 1914 – 1918 »	Archives départementales des Yvelines

Rencontres et conférences		
Date	Thème	Partenariat
03/03/2011	Rencontre culturelle : poètes et musiciens roumains	Direction de la Vie Etudiante (DVE) Maison de la Poésie
29/03/2011	Rencontre avec Aziz Chouaki	Institut des Etudes Culturelles (IEC)
28/03/2011	Rencontre avec Michel Pastoureau	Laboratoire ESR - UVSQ
09/05/2011	La mobilité européenne : stages, emplois, jobs d'été, volontariat, voyages Invitée : Emmanuelle Legeai, Centre d'information Europe Direct de Versailles	Centre de Documentation européenne (CDE) - DBIST Centre d'information Europe Direct de Versailles
11/05/2011	Les lieux de mémoire européens Invitée : Caroline Moine, MCF en histoire contemporaine - UVSQ	Centre de Documentation européenne (CDE) - DBIST
12/05/2011	Le programme d'échange Erasmus Invitée : Geneviève Rozier, Direction des Relations Internationales (DRI)	Centre de Documentation européenne (CDE) – DBIST Direction des Relations Internationales (DRI)
23/05/2011	Printing and Publishing the 1590 Faerie Queene : Some Bibliographical Issues and Anomalies Invité : Wayne Erickson	Institut des Etudes Culturelles (IEC)
03/10/2011	Lecture : "Traductière" – Propédeutique à la lecture de "Dans la toile d'Arachné"	Institut des Etudes Culturelles (IEC) Maison de la Poésie
05/10/2011	Rencontre avec Jean Sarzana	Laboratoire CHCSC - UVSQ
21/11/2011	Lecture : "Dans la toile d'Arachné"	Institut des Etudes Culturelles (IEC) Maison de la Poésie

Journées d'étude, colloques		
Date	Thème	Organisateur
02/04/2011	Journée d'études doctorales : - Julie Fargeaudou, "Philippe II d'Espagne et ses filles : l'image inattendue d'un père à travers leur échange épistolaire" - Fabien Montcher, " Histoire et polémique : Antonio de Herrera ou les aléas d'un historiographe à la cour de Philippe III"	Laboratoire ESR - UVSQ
18/05/2011	Journée d'études "Pornographie aux XIX ^e -XX ^e siècles"	Laboratoire CHCSC - UVSQ
30/05/2011	Journée d'études "L'écriture de l'histoire au Moyen Age : contraintes génériques et contraintes documentaires"	Laboratoire ESR - UVSQ
24/06/2011	Colloque "Représentations de la frontière mexicano-américaine... et au-delà"	Laboratoire SUDAM - UVSQ
01/09/2011 – 02/09/2011	Colloque "Les supports filmiques au service de l'enseignement des langues étrangères ou quand l'université fait du/son cinéma"	Laboratoire SUDAM - UVSQ
11/10/2011	Colloque "Sexe et société : hommes et femmes des années folles"	Direction de la Vie Etudiante (DVE) Laboratoire CHCSC - UVSQ
16/11/2011	Journée d'études "Matérialités"	Laboratoire CHCSC – UVSQ Laboratoire ESR - UVSQ
24/11/2011 – 25/11/2011	Colloque "Les archives de la Sainte Chapelle"	Institut des Etudes Culturelles (IEC) Laboratoire ESR - UVSQ
06/12/2011 – 09/12/2011	Colloque "Corps et séduction : du charme à la manipulation"	Institut des Etudes Culturelles (IEC) Laboratoire CHCSC – UVSQ

Ateliers et animations		
Date	Nature et thème	Partenariat
Janv. - Mars 2011	Atelier Photographie	Direction de la Vie Etudiante (DVE)
Janv. 2011	Atelier Chorale	Direction de la Vie Etudiante (DVE)
18/03/2011	Distribution de cartes postales poétiques	Maison de la Poésie
29/03/2011	Atelier Œnologie	Direction de la Vie Etudiante (DVE)
09/05/2011	Projection : Talons Aiguilles, de Pedro Almodovar	Centre de Documentation européenne (CDE) - DBIST
10/05/2011	Projection : Le vent se lève, de Ken Loach	Centre de Documentation européenne (CDE) - DBIST
11/05/2011	Projection : Il Divo, de Paolo Sorrentino	Centre de Documentation européenne (CDE) - DBIST
12/05/2011	Projection : Si moi Suédois, de Jérémie Nicey	Centre de Documentation européenne (CDE) - DBIST
12/05/2011	Concert de musique ancienne	Institut des Etudes Culturelles (IEC) Laboratoire ESR - UVSQ
13/05/2011	Projection : Soul Kitchen, de Fatih Akın	Centre de Documentation européenne (CDE) - DBIST
Juin 2011	La BU en vacances : kits de lecture	DBIST
07/10/2011	Atelier scientifique Association Les Atomes crochus	Maison de l'Environnement (Fête de la Science)

Oct. – Déc. 2011	Atelier Photographie	Direction de la Vie Etudiante (DVE)
Oct. – Déc. 2011	Atelier Chorale	Direction de la Vie Etudiante (DVE)
17/10/2011	Projection : Quai des brumes, de Marcel Carné	Direction de la Vie Etudiante (DVE)
18/10/2011	Projection : Mr Smith au Sénat, de Frank Capra	Direction de la Vie Etudiante (DVE)
19/10/2011	Projection : Bonne Chance !, de Sacha Guitry	Direction de la Vie Etudiante (DVE)
20/10/2011	Projections : A l'est de Shanghai, d'Alfred Hitchcock	Direction de la Vie Etudiante (DVE)

3.2 ENVIRONNEMENT NUMERIQUE

3.2.1 CATALOGUE INFORMATISE

Malgré la représentation commune, la bibliothèque est tout autre chose qu'un bâtiment où l'on stocke des documents, aussi précieux soient-ils. Il s'agit avant tout d'un dispositif visant à optimiser la rencontre entre des collections en perpétuelle évolution et des publics, dont parfois les usages ne changent pas moins vite : **les bibliothèques ont moins affaire à un stock qu'à des flux.**

Envisagée comme **dispositif de savoir dynamique**, la bibliothèque est centrée sur toute une déclinaison d'activités de facilitation et de médiation, parmi lesquelles le signalement des fonds est tout aussi crucial et chronophage qu'invisible, la plupart du temps, aux usagers. Pourtant, sans signalement, pas de repérage possible dans la masse documentaire, et pas d'accès au document.

Indicateurs	2011	Rappel 2010
% de documents signalés dans le catalogue informatisé de l'établissement ⁶⁶	91%	89%
% de documents de l'établissement signalés dans le SUDoc ⁶⁶	91%	89%
Fiches restant à rétroconvertir	0	0
Notices d'exemplaires créées	22 392	22 719

Les données du tableau ci-dessus valent pour l'ensemble de l'établissement : **à la DBIST, 100% des fonds sont signalés dans le catalogue informatisé de l'établissement et dans le SUDoc.**

Par ailleurs, il est à souligner qu'avec les mutations actuelles du Web, l'activité de signalement évolue : son intérêt dans le monde du numérique va en effet croissant, au fur et à mesure de l'assomption de ce qu'on appelle parfois improprement Web sémantique (ou Web 3.0), et qu'il est plus juste de qualifier de **Web de données**, par opposition au Web de documents que gèrent les moteurs de recherche classiques tels Google.

Sommairement, le Web de données consiste à substituer à la représentation tabulaire classique de l'information une représentation inspirée de la théorie des graphes, plus conforme à la logique hypertextuelle de l'Internet.

Avec cette révolution en marche, les métiers de la documentation ont un bien bel avenir devant eux, et un rôle éminent à jouer dans la redocumentarisation du Web prônée par son concepteur, Tim Berners-Lee.

⁶⁶ Hors microformes (avec microformes : 50 %).

Enfin, une révision des normes catalographiques internationales a été lancée, visant à transposer le modèle de description FRBR⁶⁷. C'est un renversement complet de la logique de catalogage traditionnelle : la description des documents ne part plus des unités bibliographiques, mais d'entités conceptuelles qui permettent de subsumer hiérarchiquement (là où les formats MARC en vigueur, inventés dans les années 60, ne permettent que des emboîtements très limités, et malaisés) des unités bibliographiques jusque-là isolées (un ouvrage et ses traductions par exemple, ou un roman et ses adaptations cinématographiques, ou encore une pièce de théâtre, le livret d'opéra qui en est issu, et les différentes interprétations lyriques disponibles, qu'elles soient enregistrées et/ou filmées, etc.). Une petite révolution à venir, là encore...

3.2.2 SITE WEB ET SID

Depuis le 1^{er} mars 2010, la DBIST de l'UVSQ a connu une avancée majeure, en se dotant enfin d'un site web, déployé sous le CMS (*Content Management System*) *open source* WordPress, qui permet l'alimentation réactive, par plusieurs rédacteurs spécialisés, des différentes rubriques du site.

⁶⁷ Functional requirements for bibliographic records.

C'est également dans ce CMS que prend désormais place *seamlessly* l'interface de consultation du Système d'information documentaire de l'établissement (SID) : il s'agit d'une solution logicielle urbanisée (en l'occurrence, la suite de la société Ex-Libris⁶⁸), permettant l'interrogation simultanée et simplifiée de sources documentaires tant traditionnelles (imprimées, audiovisuelles, etc.) que plus récentes (documentation électronique). L'interface de consultation de ce SID (outil Primo) s'intègre dans n'importe quel environnement (CMS, ENT⁶⁹) grâce à la mise en œuvre relativement aisée de *widgets*.

D'une conception novatrice (« *discovery delivery* »), elle permettra en outre dans sa version future d'agréger à volonté des contenus libres de droits en provenance de toutes les sources existantes sur le Web, et ainsi d'enrichir les données produites par la DBIST (version dite Primo Central, qui sera déployée en 2012) : Primo prépare la prochaine révolution du Web, celle du Web de données (dit aussi improprement « Web sémantique » ou « Web 3.0 »).

3.2.3 NOUVEAUX SERVICES EN LIGNE

Depuis 2008, la DBIST a décidé de mettre résolument l'accent sur le développement et l'amélioration de ses services en ligne :

- Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2008, la communauté de l'UVSQ peut **consulter hors campus**, sur la base de l'annuaire LDAP de l'établissement (accès sur mot de passe), la quasi-totalité de la **documentation électronique proposée par la DBIST**.

% des revues électroniques accessibles hors campus	100 %
% des bases de données en ligne accessibles hors campus	98%

Fin 2011, seule une base de données n'est pas accessible à distance : il s'agit du produit Kompass France, de la société Kompass. Faiblement consulté et inaccessible hors l'établissement, ce produit sera désabonné en 2012.

L'accès à distance dans le respect des droits d'usage définis par les licences contractées avec les éditeurs est rendu possible par l'installation d'un *reverse-proxy* et d'une couche logicielle permettant la réécriture d'URL à la volée (solution Biblio-PAM de la société Alixen, qui a représenté en 2008 un investissement de 14 352 € TTC).

Reposant sur un accès par mot de passe contrôlé, cette solution permet de limiter la consultation hors campus des ressources payantes en ligne au périmètre institutionnel de l'établissement ; mais, pour les mêmes raisons, ce service ne peut être proposé aux chercheurs des EPST localisés à l'UVSQ, qui continuent néanmoins d'accéder à la bibliothèque numérique de la DBIST sur place, comme autorisé par les contrats.

Avec le lancement cette année par la DBIST du nouveau portail documentaire de l'établissement (voir ci-dessus II 3.2.2), la solution Biblio-Pam a été intégrée à la suite logicielle Ex-Libris, de manière totalement transparente pour l'utilisateur final.

- **Réservations d'ouvrages et prolongations de prêt en ligne** - Depuis le 1^{er} novembre 2008, les usagers qui se connectaient à leur compte lecteur via l'interface du catalogue pouvaient faire plus que consulter la liste de leurs emprunts en cours. Les équipes de la DBIST avaient en effet travaillé à la mise en place de deux nouveaux services **en ligne** :
 - la possibilité de prolonger pendant une semaine supplémentaire le prêt de tout document emprunté (à l'exception des fonds de PCEM1 et de concours, à forte rotation) ;
 - la possibilité de s'inscrire sur une liste d'attente dans le cas où le document convoité est déjà emprunté.

En 2009, le SCD mettait en outre en place un système de relance par courriel : au lieu d'un courrier comme auparavant, les usagers qui ont tardé dans la restitution des

⁶⁸ Primo-Metalib-SFX.

⁶⁹ Environnement numérique de travail.

documents empruntés reçoivent directement une alerte dans leur boîte aux lettres électronique institutionnelle. Un changement qui est aussi bon pour la planète que pour le budget du service.

Enfin, en 2010, l'ensemble de ces services en ligne ont été intégrés au nouveau portail documentaire de l'établissement (voir ci-dessus II 3.2.2).

- **Etagères virtuelles** – Le nouveau SID de l'établissement a également été l'occasion de proposer aux usagers un nouveau mode de recherche documentaire : en saisissant le nom d'un enseignant ou le code d'une unité d'enseignement (UE), les étudiants peuvent accéder directement aux recommandations bibliographiques associées, et prendre connaissance de la disponibilité des documents concernés. Une facilité qui repose sur un codage spécifique des items contenus dans les bibliographies associées à chaque UE... qu'il n'est pas toujours aisé d'obtenir des enseignants...
- **Service de Référence Virtuelle (SRV)** : lancé en 2009, il s'agit d'un nouveau service en ligne, consistant en une interface très simple d'utilisation, qui permet à l'utilisateur d'obtenir en ligne des réponses à ses questions, sur un mode synchrone (*chat*) ou asynchrone (*mail*), grâce à la mutualisation des compétences d'un réseau (régional, thématique, national, etc.) de bibliothécaires. En l'occurrence, à l'UVSQ, il s'agit du réseau régional piloté par L'UNR (Université numérique régionale) Paris-Île-de-France, et de son SRV **RuedesFacs** (lequel exploite la solution technique *QuestionPoint* d'OCLC⁷⁰).
- La multiplication des services, notamment dématérialisés, implique une assistance accrue des professionnels vis-à-vis des usagers. A cette fin, la DBIST a ouvert en 2009 un canal **Helpdesk Bibliothèques** sur l'ENT (Environnement numérique de travail) de l'établissement, sur le modèle de ceux déjà mis en place par la DPIE (Direction du patrimoine immobilier et de l'environnement) et la DSI (Direction des systèmes d'information). Depuis 2010, ce nouveau service est également intégré au nouveau portail documentaire de l'établissement (voir ci-dessus II 3.2.2).

3.2.4 SERVICES NUMERIQUES A LA RECHERCHE

Suite à l'abandon en 2010 du projet ORI-OAI (voir rapport d'activité 2010, II 3.2.4), la DBIST a repris le dossier des services numériques à la recherche sur des bases renouvelées.

Un premier recensement des besoins, qui sera à compléter et affiner dans les années à venir, a permis de définir pour l'heure les priorités suivantes :

- **La valorisation des thèses de l'établissement, par leur mise en ligne** : ce projet est d'ores et déjà bien avancé, dans le cadre du projet national conduit par la MISTRD (Mission de l'Information Scientifique et Technique et du Réseau Documentaire) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il repose :
 - pour le dépôt des sujets de thèse, sur la mise en place d'un nouvel outil national unique, STEP, en remplacement notamment du Fichier Central des Thèses de Nanterre ;
 - pour le dépôt de la version numérique des thèses, sur le *workflow* national STAR ;
 - pour la valorisation des thèses, sur un portail national à venir, www.theses.fr, qui proposera une interface de recherche unique parmi le texte intégral des thèses disponibles en ligne (texte intégral vers lequel pointeront en outre des liens dans les notices du SUDoc).L'ensemble de ces trois chantiers, confiés à l'Abes⁷¹, vont bon train, et les établissements rentrent progressivement dans le dispositif. A l'UVSQ, conformément à la décision prise par le Conseil d'administration de l'établissement le 9 juillet 2010, les premières thèses déposées en ligne devraient logiquement être consultables à partir de 2013.

⁷⁰ Online Computer Library Center.

⁷¹ Agence bibliographique de l'enseignement supérieur.

- Concernant le **dépôt des preprints de la recherche en open access**, l'abandon d'ORIOAI impose en revanche à l'UVSQ de reconsidérer la question de l'outil à mettre en œuvre pour valoriser ces ressources : la DBIST produira une note d'analyse sur cette question, mais il semble d'ores et déjà qu'un pilotage paritaire Enseignement supérieur / Recherche de l'outil HAL⁷² développé par le CCSD⁷³ soit à l'ordre du jour dans les mois qui viennent, ce qui débloquerait politiquement une situation proprement ubuesque, et qui n'a que trop duré.

- Emerge aussi le besoin de plus en plus stratégique de se doter, à l'instar des principaux EPST⁷⁴, d'une **Cellule Bibliométrie** : il s'agit d'une structure légère, mutualisant dans les établissements les compétences des services documentaires et ceux de la recherche, afin de produire une expertise critique quant à l'évaluation des publications scientifiques produites par le système actuel de l'IST, qui repose principalement sur l'*impact factor* (IF) des revues académiques, et alimente en grande partie le fameux classement de Shanghai. Les modalités de cette évaluation étant de plus en plus sujettes à caution, la maîtrise par les établissements de la construction et de l'analyse distanciée des indicateurs produits (en France, par l'OST⁷⁵) peut ne pas être sans impact sur l'image que se forgent les décideurs du dynamisme et de la capacité d'innovation des structures de recherche d'un établissement donné.
L'opportunité et la faisabilité de cette Cellule Bibliométrie à l'UVSQ fera l'objet d'un travail d'analyse conjoint entre la DBIST et la DREDVal⁷⁶ dans les mois à venir, sous la forme d'une note qui sera remise à la Présidence et à la Vice-Présidence scientifique de l'UVSQ.

- Par ailleurs, la DBIST est régulièrement saisie par les laboratoires pour la mise en place, la reprise, la refonte, de bases de données par eux produites, ou une simple assistance à la mise en place de ce type de ressource. De là l'idée d'offrir aux structures de recherche de l'établissement un outil générique et unique (il n'est bien sûr pas possible à la DBIST, ni de bonne gestion publique, de mettre en œuvre une multitude d'outils disparates), sous la forme d'une **usine à bases de données** : à la DBIST, avec l'assistance de la DSI⁷⁷, le déploiement, le paramétrage à façon et la maintenance de l'outil, aux structures de recherche l'alimentation de leur(s) base(s) de données.
Après une analyse de marché en bonne et due forme, le choix de la DBIST s'est porté sur l'outil QES de la société QWAM, outil qui sera déployé en 2012 et pour lequel le laboratoire REEDS⁷⁸ de l'établissement servira de bêta-testeur.

- Enfin, dans un avenir proche, la DBIST aura également à se pencher, avec la DSI, sur la **question émergente de la valorisation et de la conservation des données primaires de la recherche**, qui agite de plus en plus les universités anglo-saxonnes, au fur et à mesure de l'assomption du *Big Data*.
Là encore, il s'agira de produire pour l'établissement l'analyse nécessaire à une prise de décision éclairée.

Pour mettre en œuvre l'ensemble de ces projets, un renforcement des effectifs consacrés à ces questions devra être opéré : à la faveur des mouvements de personnels prévus en 2012, la DBIST a déjà programmé la restructuration de service qui permettra de dégager la force de travail nécessaire, à masse salariale constante.

⁷² Hyper Articles en Ligne.

⁷³ Centre pour la Communication Scientifique Directe (<http://ccsd.cnrs.fr/>).

⁷⁴ Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (CNRS, INSERM, CEA, IRD, INRA, INRIA, IFREMER, etc.).

⁷⁵ Observatoire des Sciences et Techniques.

⁷⁶ Direction de la Recherche, des Etudes Doctorales, et de la Valorisation.

⁷⁷ Direction des Systèmes d'Information.

⁷⁸ Centre de Recherches en économie-écologique, éco-innovation et ingénierie du Développement Durable.

3.3 POLITIQUE DE COMMUNICATION

Sur la base du constat, empirique puis corroboré par l'enquête de satisfaction Libqual+ conduite en 2009, que ses usagers avaient une perception très limitée de l'ample éventail de services à leur disposition, la DBIST, avec l'appui de la Direction de la Communication de l'établissement, a amplifié et dynamisé depuis l'an dernier sa politique de communication : définition d'une identité graphique, création d'un site web, refonte du guide du lecteur, production de diverses brochures et plaquettes (voir par exemple p.9 et 61 du présent rapport d'activité).

Cet effort se poursuivra en 2012 (où, notamment, il y aura à intégrer graphiquement sur tous les supports utilisés la nouvelle charte graphique adoptée cette année par l'établissement).

Pour sa part, en terme politique de communication, 2011 aura été marqué principalement par l'inscription du service sur les réseaux sociaux, avec la création de pages Facebook destinées à établir un mode de communication plus direct avec les usagers, notamment étudiants. Il a pour cela fallu définir une politique éditoriale, impliquer et former l'ensemble des personnels (la DBIST a fait le choix de ne pas confier l'animation de ses pages Facebook à un seul *community manager* : pour peu qu'il soit formé, tout bibliothécaire est un *community manager* dans l'âme...), enfin faire connaître le nouveau service, via une campagne de communication spécifique (distribution de marque-pages *ad hoc* lors des opérations de prêt-retour des documents). Dans ce projet, le volontarisme de Marie-Estelle CREHALET, l'expertise de Dorothee CAMUS et Magalie LE GALL ont été décisives.

S'il est trop tôt pour tirer un bilan du lancement de ce nouveau canal de communication, tous les indicateurs sont au vert, et laissent présager que les objectifs d'un impact accru de notre communication auprès des publics, et d'une image renouvelée du service, seront atteints.



4 EVALUER

4.1 EVALUATION QUANTITATIVE

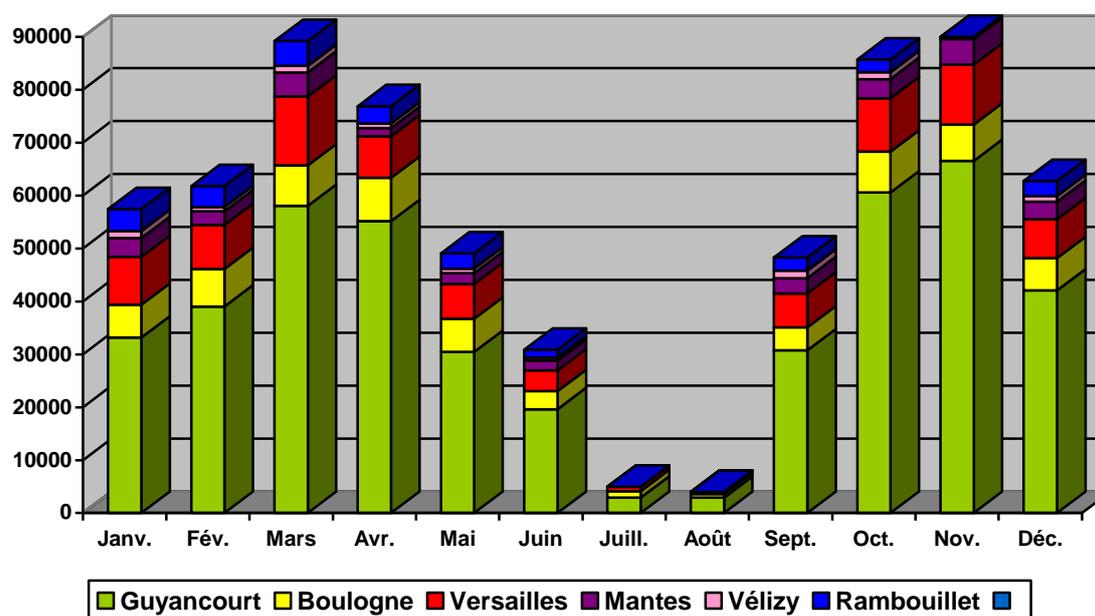
4.1.1 FREQUENTATION

Fréquentation physique : entrées 2011							
Site	Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet	ENSEMBLE
2011	441 197	65 797	85 005	30 805	10 774	32 501	666 406
<i>Rappel 2010</i>	<i>382 934</i>	<i>53 065</i>	<i>82 564</i>	<i>27 104</i>	<i>9 858</i>	<i>31 527</i>	<i>587 052</i>

Entrées par jour d'ouverture						
Site	Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet
2011	1 730	250	395	169	59	162
<i>Rappel 2010</i>	<i>1 609</i>	<i>220</i>	<i>393</i>	<i>138</i>	<i>55</i>	<i>156</i>

La fréquentation des BU de la DBIST progresse très nettement en 2011, sur tous les sites : dématérialisation de la documentation ne coïncide vraiment pas avec dématérialisation des bibliothèques...

Entrées 2011 par mois et par site



Fréquentation virtuelle : consultation du catalogue en 2011
326 055
<i>Rappel 2010 : 227 065</i>

4.1.2 COMMUNICATION DES DOCUMENTS

Site	Prêts	dont prolongations	Réservations	Communications sur bulletin ⁷⁹
Guyancourt	73 326	2 928	1 046	3 118
Boulogne	11 293		0	0
Versailles	15 199		88	568
Mantes	978		16	0
Vélizy	823		27	1
Rambouillet	782		7	0
TOTAL	102 401	2 928	1 184	3 686
<i>Rappel 2010</i>	<i>103 819</i>	<i>NC</i>	<i>1 469</i>	<i>NC</i>

Taux de pénétration du prêt 2011 : % d'étudiants emprunteurs				
Site	Etudiants L	Etudiants M	Etudiants D	TOTAL
Guyancourt	62 %	78 %	60 %	67 %
Boulogne	40 %	44 %	43 %	43 %
Versailles	50 %	68 %	31 %	55 %
Mantes	27 %			24 %
Vélizy	24 %			23 %
Rambouillet	44 %			44 %
TOTAL	53 %	69 %	54 %	58 %
<i>Rappel 2010</i>	<i>56 %</i>	<i>79 %</i>	<i>20 %</i>	<i>60 %</i>

Nombre de prêts par lecteur emprunteur en 2011					
Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet
10,7	26,2	6,7	5	4	3,1
10					
<i>Rappel 2010 : 10,6</i>					

Le nombre de prêts est sensiblement égal en 2011 à ce qu'il était en 2010.

Il en va de même du taux de pénétration global du service auprès des étudiants, même si l'impact diffère en 2011 selon les cycles, par rapport aux chiffres 2010 : le progrès est notable pour ce qui concerne les doctorants. Le fruit de la politique documentaire volontariste conduite depuis maintenant 3 ans, grâce à l'effort consenti par l'UVSQ pour ses bibliothèques ? Depuis 2009, un accent a effet pu être mis sur les acquisitions d'ouvrages de niveau recherche, sans diminution des achats destinés au 1^{er} cycle.

Au final, le nombre de prêts par lecteur emprunteur se maintient en 2011 par rapport à 2010.

⁷⁹ Il s'agit des communications de documents en magasins.

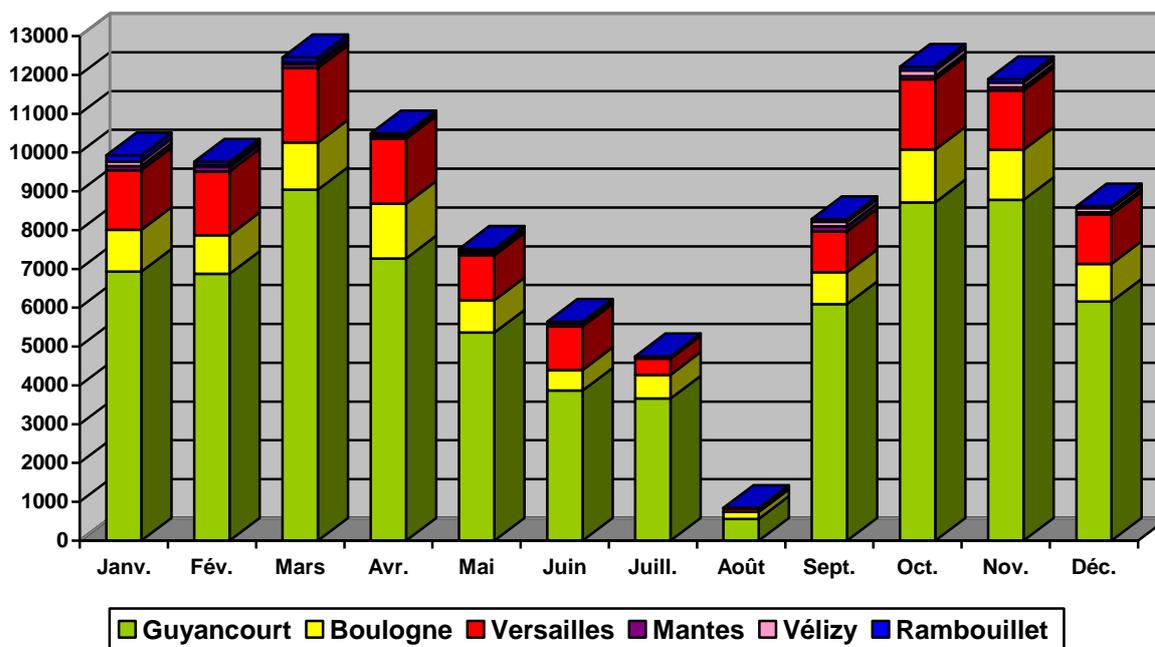
Nombre d'entrées par lecteur emprunteur en 2011					
Guyancourt	Boulogne	Versailles	Mantes	Vélizy	Rambouillet
64,1	152,6	37,7	157,6	55,1	129,5
65,2					
<i>Rappel 2010 : 59,7</i>					

Par recoupement avec le nombre de prêts par lecteur emprunteur, le nombre d'entrées par lecteur emprunteur permet d'avoir, pour ce type d'utilisateur, une idée de la répartition des raisons de ses visites en bibliothèque : par exemple, à Guyancourt, où les emprunteurs réalisent en moyenne 10,7 prêts par an (ce qui représente au minimum 5 visites annuelles), chaque emprunteur a en moyenne poussé 64 fois les portes de la bibliothèque.

L'on mesure ainsi très approximativement, mais très nettement, que l'emprunt est loin d'être, pour la population des lecteurs actifs, la première cause de passage à la bibliothèque : les lecteurs emprunteurs viennent avant tout (et plus encore en 2011 qu'en 2010) pour autre chose (faire des photocopies d'articles, travailler sur leurs propres documents, consulter l'Internet, ou, sur place, des documents imprimés de la BU, etc.). Et cela est donc encore plus vrai pour la population des non-emprunteurs.

Le graphique des prêts par mois et site donne une bonne idée du rythme d'activité de l'année universitaire, mais légèrement hétérogène par rapport aux indications du nombre d'entrées (voir ci-dessus II, 4.1.1).

Prêts 2011 par mois et par site



Prêt entre bibliothèques (PEB) et fourniture de documents (FDD) 2011							
Type de document	Site	Langue	Demandes				
			Reçues par le SCD	Satisfaites	Emanant du SCD	Satisfaites	
Ouvrages et thèses (PEB)	Guyancourt	Français	165	131	112	78	
		Etrangers	105	87	83	66	
	Boulogne	Français	0	0	5	5	
		Etrangers	1	0	2	2	
	Versailles	Français	7	7	9	9	
		Etrangers	20	19	11	11	
	IUT	Français	0	0	0	0	
		Etrangers	0	0	0	0	
	SOUS - TOTAL			298	244	222	171
	<i>Rappel 2010</i>			<i>203</i>	<i>175</i>	<i>175</i>	<i>135</i>
Revue (FDD)	Guyancourt	Français	5	5	14	13	
		Etrangers	23	17	32	26	
	Boulogne	Français	10	10	20	20	
		Etrangers	3	3	268	265	
	Versailles	Français	0	0	0	0	
		Etrangers	7	7	151	140	
	IUT	Français	0	0	0	0	
		Etrangers	0	0	0	0	
	SOUS - TOTAL			48	42	485	464
	<i>Rappel 2010</i>			<i>65</i>	<i>58</i>	<i>308</i>	<i>304</i>
TOTAL			346	286	707	635	
<i>Rappel 2010</i>			<i>268</i>	<i>233</i>	<i>483</i>	<i>439</i>	

Le PEB⁸⁰ et la FDD⁸¹ progressent sensiblement par rapport à 2010, dépassant même les niveaux de 2009. Une évolution qui peut sembler paradoxale, à l'ère de l'assomption de la documentation électronique, mais que confirme la situation à l'étranger, où l'activité des services de PEB-FDD est en hausse : la journée d'étude organisée le 17 décembre 2008 par l'AURA⁸² permettait de comprendre pourquoi (présentations en ligne sur <http://aura.bu.univ-paris5.fr/>, rubrique PEB).

Consultation des ressources électroniques	2011	<i>Rappel 2010</i>
Bases de données : nb. de documents téléchargés	274 916	<i>154 664</i>
Revue électronique : nb. de documents téléchargés	276 704	<i>166 304</i>

Très forte progression encore en 2011, pour les bases de données en ligne comme pour les revues électroniques : l'utilisation de la documentation électronique poursuit son inexorable ascension.

⁸⁰ Prêt entre bibliothèques (généralement : des ouvrages ou thèses).

⁸¹ Fourniture de document (généralement : des photocopies d'articles, les numéros de revues imprimées étant sauf exception exclus du prêt, en tant qu'unités).

⁸² Association du Réseau des établissements Utilisateurs de l'Abes (Agence bibliographique de l'enseignement supérieur).

4.2 EVALUATION QUALITATIVE

En 2011, la DBIST s'est employée à continuer la mise en œuvre des engagements pris en 2010 suite à l'enquête de satisfaction conduite Libqual+ conduite fin 2009 auprès de ses usagers :

- ouverture d'une nouvelle BU à Versailles, équivalent pour ce site du niveau d'équipement de Guyancourt ;
- doublement du budget d'acquisition dévolu aux achats d'ouvrages, notamment dans les bibliothèques des IUT ;
- offre accrue de titres de presse (quotidiens et magazines) ;
- équipement des parcs informatiques des BU en outils de bureautique (logiciels libres) et possibilité de sauvegarder ses travaux sur clé USB depuis les ordinateurs des bibliothèques ;
- accroissement du nombre d'ordinateurs mis à disposition du public dans les bibliothèques des IUT ;
- modernisation et simplification des outils de recherche documentaire ;
- renouvellement de l'offre de formation à la maîtrise de l'information ;
- renouvellement des supports de communication du service (guide pratique, réseaux sociaux, etc.)
- extension des horaires d'ouverture des bibliothèques des IUT (ouverture à 8h30 au lieu de 9h00, et fermeture à 18h00 au lieu de 17h30 ou 17h00) et de la bibliothèque de Boulogne (ouverture le samedi et durant les congés de Noël et de printemps, malgré la fermeture de la faculté durant ces périodes).

Hormis l'ouverture de la nouvelle BU de Versailles, retardée (voir ci-dessus, I 4.2), tous les engagements pris l'an dernier ont été tenus.

Sur le plan de la qualité du service rendu, 2011 a également été marqué par la mise en route du chantier de certification de la DBIST : c'est le référentiel Marianne qui a été retenu, après étude, comme l'outil d'évaluation le plus adapté.

Sous l'égide d'Amélie CHURCH, les indicateurs appropriés ont été définis, ainsi que leur mode de collecte. La DBIST entre ainsi désormais dans une phase d'autoévaluation et de cycles itératifs d'amélioration de ses scores, avec pour objectif l'obtention, fin 2013, de la certification visée.

Un chantier peu spectaculaire, mais très exigeant.

ANNEXE : ORGANIGRAMME DBIST 2011

Organigramme DBIST – sept. 2011

PÔLE DES AFFAIRES GÉNÉRALES

ASSISTANTE DE DIRECTION

C. GIRARD (Adjointe : A. FABRE-BULLY)

Section GRH

Gestion des emplois

A. FAVRE-BULLY

Veille réglementaire

D. ESPAGNO

Formation continue

E. HARRANGER / E. NIELEPIEC

Documentation professionnelle

E. HARRANGER

Administration Intranet

W. DEMET / E. HARRANGER

Correspondants hygiène et sécurité

E. JOUANNO / L. PELTIER

Section Affaires financières

Comptabilité

C. GIRARD / A. FAVRE-BULLY

Marchés publics

D. ESPAGNO

Evaluation et pilotage

D. ESPAGNO

Section Sécurité et bâtiments

Responsable : D. ESPAGNO

Chargés de sécurité incendie (SSIAP 1)

E. JOUANNO / L. PELTIER

Responsable de bâtiment

L. PELTIER

DIRECTEUR

Ch. PERALES

Directrice adjointe

N. WATRIN

MISSIONS

Chargée de mission nouvelle bibliothèque universitaire des sciences de Versailles (BUSV)

M.-E. CREHALET (Assistante : Ch. MERLE)

Chargée de mission nouvelle bibliothèque universitaire de Mantes

M.-E. CREHALET (Assistante : F. EDMOND)

PÔLE DU SYSTÈME D'INFORMATION DOCUMENTAIRE ET DE L'ÉDITION NUMÉRIQUE

Responsable : N. WATRIN

Adjoint : V. BERIEL

Section Veille professionnelle

F. EDMOND

Section Système d'information documentaire

Administration SFX et site web : D. CAMUS

Administration Primo Central : W. DEMET

Administration SIGB : Ch. MERLE / V. BERIEL

Services numériques aux chercheurs : XXX

Section Édition numérique

Thèses électroniques : N. WATRIN

Archives ouvertes : XXX

Section Gestion des données

Données primaires de la recherche

XXX

Correspondance ABES / AURA / Abelos

Ch. MERLE

Correspondance RAMEAU

E. ROGER

Indexation

V. BERIEL (Responsable SQY et Boulogne)

Ch. MERLE (Responsable Versailles et IUT)

F. BEYNIER

E. GAUBERT

D. HENNES

M.-A. LECERF

S. LEGROSSE

E. NIELEPIEC

L. RAIMBAULT

P. RICHON

S. RODARY

E. ROGER

A. SAUCOURT

Ch. SERRA

Th. SIZARET

A. TOUFFLET

Section Maintenance informatique (1^{er} niveau)

V. BERIEL / W. DEMET

PÔLE DES SERVICES AUX PUBLICS

BU de SQY et Boulogne

Responsable : A. CHURCH

Adjointe BU SQY : E. HARRANGER

Adjointe BU Boulogne : M.-D. ALLEN

BU de Versailles et des IUT

Responsable : M.-E. CREHALET

Adjointe BU Versailles : Ch. MERLE

Adjointe BU des IUT : F. EDMOND

Section Accueil des publics

Responsable : E. HARRANGER

Plannings : B. BALAN (Assistante : P. RICHON)

Gestion salles : E. PEAN / V. YELLOUZ

Vacataires étudiants : B. BALAN

Responsable : M. LE GALL

A. LEBIER (Assistant : O. ROBERT)

M. LE GALL

Information, orientation, renseignement, assistance technique : tous les agents

Section Qualité

A. CHURCH

M. LE GALL

Section Formation à la maîtrise de l'information

Responsable

A. CHURCH

Assistante

M. LE GALL

Formateurs

M.-D. ALLEN

B. BALAN

V. BERIEL

B. BONNENFANT

D. CAMUS

A. CHURCH

M.-E. CREHALET

F. EDMOND

E. HARRANGER

M. LE GALL

N. LE POUPON

Ch. MERLE

E. NIELEPIEC

L. RAIMBAULT

S. RODARY

E. ROGER

A. SAUCOURT

Ch. SERRA

Th. SIZARET

N. WATRIN

Section Valorisation

Assistante

E. HARRANGER

Responsable

M.-E. CREHALET

Promotion des collections et des services : M.-E. CREHALET

Animations et communautés Facebook : D. CAMUS / M. LE GALL

Manifestations culturelles et scientifiques : N. LE POUPON

Section Services à distance

Prêt entre bibliothèques (PEB) : E. ROGER / P. RICHON / L. RAIMBAULT / Th. SIZARET

Coordination Service de référence virtuelle (SRV) : E. HARRANGER

Accès hors campus aux ressources électroniques : B. BONNENFANT

Navette inter-sites : M. VALLET

PÔLE DE LA POLITIQUE DOCUMENTAIRE

Responsable : B. BONNENFANT

Adjointe : D. CAMUS

Section Bibliothèques associées

B. BONNENFANT

Section Acquisitions

Langues / Histoire / Géographie / Généralités BUSQY / Dons

N. LE POUPON

Droit

A. CHURCH

Lettres / CDE

N. LE POUPON

Science politique

N. WATRIN

Sociologie

B. BONNENFANT

Economie / Gestion

V. BERIEL

Écologie / Développement durable / Fonds polaire

D. CAMUS

Santé / STAPS

M.-D. ALLEN

Physique / Chimie

M. LE GALL

SVT / Génie / Sc. Appliquées / Sc. de l'ingénieur

F. EDMOND

Mathématiques / Culture générale BUSV

M.-E. CREHALET

Informatique (BUSQY et BUSV)

Ch. MERLE

Section Abonnements

Documentation électronique

B. BONNENFANT

Revues imprimées

D. CAMUS

Bulletinage

D. CAMUS (Responsable SQY et Boulogne)

A. LEBIER (Responsable Versailles et IUT)

S. DAY

S. DUDOUIT

R.-P. HOARAU

C. JAQUINOD

D. JOUANNO

S. LEGROSSE

M. MARTINS

M.-H. MONTBRION

V. NEBATI

E. PEAN

G. PEAN

S. RAFFAQAT

P. RICHON

V. YELLOUZ

Section Conservation

Reliure

E. JOUANNO (SQY) / A. LEBIER (Versailles)

Équipement

E. JOUANNO (Responsable SQY et Boulogne)

M. LEGALL (Responsable Versailles et IUT)

E. AUVRAY

F. BEYNIER

S. DAY

S. DUDOUIT

B. FOMBA

R.-P. HOARAU

C. JAQUINOD

D. JOUANNO

A. LEBIER

C. LEGRAND

S. LEGROSSE

M. MARTINS

S. MONCEL

M.-H. MONTBRION

V. NEBATI

E. PEAN

G. PEAN

S. RAFFAQAT

P. RICHON

O. ROBERT

M. VALLET

V. YELLOUZ